

REVUE UBA

مجلة اتحاد المصارف العربية

Revue de l'Union Des Banques Arabes - Edition Française

MARS - 2025 7^{ème} ÉDITION

FEMMES ARABES ET ENTREPRENEURIAT: LES BANQUES, MOTEURS D'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE ET D'INNOVATION



BANK OF AFRICA



PARTENAIRE PRINCIPAL DE LA REVUE UBA

BANK OF AFRICA :
ENGAGÉE POUR L'EMPOWERMENT
FÉMININ ET LA CROISSANCE DURABLE



ENTREPRENEZ VOUS ÊTES ACCOMPAGNÉES !



- ✓ BANQUE GRATUITE
- ✓ ACCOMPAGNEMENT D'EXPERTS CRÉDITS DÉDIÉS
- ✓ FORMATION OFFERTE & NETWORKING
- ✓ PLATEFORMES DÉDIÉES



Avec **BANK OF AFRICA**

BANKOAFRICA.MA

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNION DES BANQUES ARABES



Mohamed Eletreby
Président du conseil
d'administration (*Egypte*)



Dr. Joseph Torby
Président du comité exécutif
Liban



Abdulmohsen Al-Fares
Vice-Président du conseil
d'administration,
Vice-Président du comité exécutif,
Arabie Saoudite



Dr. Wissam H. Fattouh
Secrétaire Général



Abdulla Mubarak Al Khalifa
Qatar



Othman Benjelloun
Maroc



Adnan Ahmed Yousif
Bahreïn



**Sheikh Mohammad Al-
Jarrah Al-Sabah** (*Koweït*)



Abdel Hakim EL Ojeily
Sultanat d'Oman



Ziyad Khalaf Abed
Irak



Abdul Razzaq Al Tarhouni
Libye



Bassem EL Salem
Jordanie



Naji Ghandari
Tunisie



Mahmoud El Chawa
Palestine



Ahmed Ali Ben Sankar
Yémen



Raghed Gergy Maasab
Syrie



Tarek Fayed
Les Banques Communes



**El Hanchi Ould
Mohamed Saleh**
Mauritanie



Ahmed H. Al-Dheeb
Djibouti



Abbas Abdullah Abbas
Soudan



Algérie



Emirats Arabes Unis



Fonds Monétaire Arabe
Membre observateur



اصنع مستقبلك المستدام.
Financing a sustainable future.



qnb.com

I ndex

7. Le mot du Secrétaire Général de l'UBA

Femmes et Entrepreneuriat:
Vers un Avenir Économique Plus
Inclusif



Etudes et paroles d'experts

8. Accès au crédit : défis et opportunités pour les femmes entrepreneurs - Auteur : **Mme Nicola Ehlermann.**

12. Femmes entrepreneurs du Liban, pionnière des affaires dans un paysage turbulent – Auteur :
Dr. Sally Chamieh

16. Briser les Barrières : Les Femmes Entrepreneurs les Plus Influentes du Monde Arabe – Publication UAB

21. Femmes, Inclusion Financière et Transformation Digitale: Lever les Obstacles et Favoriser l'Égalité – Publication UAB



Dossier Spécial

23. Le Premier Sommet des Cryptomonnaies à la Maison Blanche: Donald Trump, Nouveau Pilier du Bitcoin et Garant de son Avenir

Auteur: Dr. Mazen Hammoud

Focus Partenaire

28. BANK OF AFRICA & Genre, Un Engagement Inscrit Dans Nos Gènes

Entrevue

32. Entrevue avec **Mme Corine Kiame** - Présidente de la «Lebanese League for Women in Business» (Ligue des femmes d'affaires libanaises) : Entrepreneuriat Féminin au Liban: Défis, Opportunités et Perspectives d'Avenir

43. Entrevue avec **Hedwige Nuyens** - Présidente de European Women on Boards (EWOB) : Briser les Plafonds de Verre pour un Leadership Féminin Plus Fort

Articles

46. L'ONUDI et les institutions financières unissent leurs forces pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes.

52. Le Leadership du CIBAFI dans l'Autonomisation des Femmes: Vers une Inclusion renforcée en Finance Islamique,

par Mme Zainab Al Owainaty

57. Autonomisation des femmes, Inclusion Economique de Credassur

61. Autonomisation des femmes, le Fonds SANAD pour les MPME

Actualités

65. Appel Mondial de l'ONUDI 2025 : Façonner l'Avenir de la Créativité, de l'Innovation et de la Durabilité

67. ALEXBANK Égypte : Des Solutions Financières Innovantes pour l'Autonomisation des Femmes.

69. Banque Misr honorée pour son engagement envers les femmes entrepreneures en Égypte

71. Renforcement de l'éducation financière et de l'inclusion économique des femmes pêcheurs: Un partenariat entre le Groupe du Crédit Agricole du Maroc et ONU Femmes.

73. La Ligue arabe souligne l'importance de la coopération régionale pour renforcer le rôle des femmes

Activités de l'UBA

76. Paris accueille le EURO-MED Economic & Banking Summit 2025 sous le Haut Patronage du Président Emmanuel Macron
Un sommet stratégique au cœur des dynamiques économiques euro-méditerranéennes

78. BANK OF AFRICA:
Une Banque Engagée, des Projets à Impact

85. Une Alliance Stratégique entre l'Union des Banques Arabes et Credassur Nord Sud : Un Pont Entre l'Afrique et le Monde Arabe

87. Renforcement des liens financiers entre l'Afrique et le monde arabe: un partenariat stratégique entre l'Union des Banques Arabes (UAB) et la Banking Association South Africa (BASA)

89. Première Conférence Arabe sur la Lutte contre la Fraude: Un engagement renforcé pour la sécurité financière Première - Charm El Cheikh

93. Concours "InspireHer" lancée par Revue UBA en partenariat avec l'Union pour la Méditerranée UFM



Dr. Wissam Hassan Fattouh
Secrétaire Général
Union des Banques Arabes

Femmes et Entrepreneuriat: Vers un Avenir Économique Plus Inclusif

C'est avec un enthousiasme renouvelé que je vous présente cette 7^e édition de la Revue UBA, une édition spéciale dédiée à un thème qui nous est cher : «Femmes Arabes et Entrepreneuriat : Les Banques, Moteurs d'Autonomisation Économique et d'Innovation». À l'occasion de la Journée internationale des femmes, nous rendons hommage à celles qui, par leur détermination, leur créativité et leur résilience, bâtissent un avenir plus équitable et prospère pour notre région.

Aujourd'hui, dans un contexte marqué par des défis économiques, géopolitiques et sociaux profonds, les femmes entrepreneures du monde arabe se dressent comme des piliers de transformation. Elles innovent, elles créent de la valeur, et elles ouvrent de nouveaux horizons, souvent dans des environnements peu propices à l'entrepreneuriat.

À travers cette édition, nous mettons en lumière non seulement leurs parcours inspirants, mais aussi les obstacles persistants auxquels elles font face- qu'il s'agisse de l'accès au financement, des biais institutionnels, ou encore des barrières socioculturelles. C'est pourquoi l'Union des Banques Arabes s'engage activement à promouvoir l'inclusion financière des femmes, à travers des initiatives concrètes telles que le concours InspireHer, lancé en partenariat avec l'Union pour la Méditerranée. Ce concours, unique en son genre dans la région, vise à identifier, soutenir et récompenser les femmes entrepreneures les plus prometteuses dans huit pays arabes.

Nous croyons fermement que les banques ont un rôle fondamental à jouer dans cette dynamique : en concevant des produits financiers inclusifs, en adoptant des approches sensibles au genre, et en misant sur la digitalisation pour surmonter les barrières géographiques et sociales. La transformation digitale et l'essor des technologies financières ouvrent aujourd'hui des perspectives inédites pour autonomiser les femmes et réduire les inégalités.

Je remercie toutes les expertes, institutions partenaires, et femmes leaders qui ont enrichi cette édition par leurs analyses, témoignages et recommandations. Ensemble, bâtissons un écosystème plus inclusif, plus solidaire et plus innovant, où les femmes ne sont pas seulement bénéficiaires, mais aussi actrices du changement économique.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Accès au crédit : défis et opportunités pour les femmes entrepreneurs



Nicola Ehlermann, Conseillère en matière de développement économique durable et d'égalité des sexes, ancienne responsable du programme de compétitivité MENA-OCDE, chargée de cours à Sciences Politiques, Paris, France

Au cours des 50 dernières années, le revenu moyen par habitant au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) a été faible¹, n'augmentant que de 62 %. De nombreuses études soulignent depuis le début du siècle la nécessité d'améliorer le climat des affaires dans la région, y compris l'accès au financement. Cela afin de tirer parti de l'important potentiel inexploité et d'élargir la diversification économique, de stimuler l'innovation et de soutenir la croissance. Il s'agit notamment de réduire les écarts entre les hommes et les femmes. Malgré des progrès indéniables en matière d'éducation, l'écart global entre les hommes et les femmes restent important dans leurs aspirations et leurs opportunités mais également en termes de résultats.

La présence des femmes est en effet limitée dans les domaines économique et scientifique, ainsi que dans l'entrepreneuriat. La région MENA affiche les taux les plus bas de femmes occupant des postes de direction² dans le monde entier, avec seulement 5 % de femmes à la tête d'entreprises. Pourtant, comme l'ont montré de nombreuses études, lorsque les femmes sont représentées dans des rôles de direction, leur propre situation socio-économique s'améliore et leur communauté en bénéficie dans son ensemble.

La région MENA se situe également à l'avant-dernier rang mondial pour ce qui est de la participation des femmes à la propriété³ des

entreprises (moins de 3 %) et présente l'écart le plus important au monde entre les hommes et les femmes en matière d'entrepreneuriat : 12 % des femmes sont chefs d'entreprise, contre 31 % des hommes⁴.

Le retard des femmes en matière d'entrepreneuriat s'explique pour partie par des difficultés spécifiques qu'elles rencontrent lors de la création, de la gestion ou du développement d'une entreprise. Bien que d'un point de vue juridique les hommes et les femmes soient soumis aux mêmes exigences pour l'enregistrement d'une entreprise, dans la pratique les femmes

rencontrent des obstacles spécifiques résultant de dispositions juridiques et socio-économiques ancrées dans le droit de la famille ou le droit du travail.

Notons que l'expérience professionnelle et les contacts professionnels sont essentiels à la réussite d'une entreprise. Or, ces deux éléments sont limités pour de nombreuses femmes de la région MENA en raison de leur moindre accès au marché du travail notamment. En effet, bien que l'écart entre les sexes ait diminué en termes de niveau d'éducation, la participation des femmes au marché du travail, à seulement 16 %, demeure la plus faible au monde⁵.

L'accès au financement, si essentiel pour créer et développer une entreprise, est en principe le même pour les hommes et les femmes. Toutefois, les femmes sont moins nombreuses que les hommes à détenir un compte dans une institution financière ou une carte de crédit à leur nom. En outre, divers facteurs - tels que les limites imposées aux droits de propriété et aux actifs des femmes, l'inégalité des lois sur l'héritage et le fait que les banques exigent des maris qu'ils cosignent les prêts - contribuent à ce que les femmes disposent de moins de garanties que les hommes pour obtenir un financement externe.

Le financement bancaire reste une pierre d'achoppement. Les femmes entrepreneurs considèrent le manque d'accès au financement comme un obstacle majeur et souvent primordial à la création et au développement de leurs entreprises. Cela est dû à des facteurs tels que les exigences en matière de garanties qui ne peuvent être satisfaites par les jeunes entreprises en phase de démarrage. Des systèmes plus avancés d'octroi de fonds aux femmes entrepreneurs, tels que l'investissement en actions et la participation aux bénéficiaires, semblent insuffisamment pratiqués. Les témoignages des femmes entrepreneurs de la région suggèrent que de nombreux projets peinent à obtenir le financement nécessaire à leur croissance et à leur efficacité opérationnelle. Par ailleurs, il reste difficile d'obtenir des subventions ou des investissements adaptés aux

projets à petite échelle, en particulier dans les zones rurales.

Les femmes se tournent donc généralement vers d'autres options telles que l'emprunt auprès de la famille et des amis ou le microcrédit, qui présentent toutes des limites et empêchent les entreprises féminines d'innover, de se développer et de passer à l'échelle supérieure. Il est nécessaire que les micro, petites et moyennes entreprises détenues et gérées par des femmes puissent être accompagnées par des bailleurs de fonds afin de se développer au-delà de la microfinance. Comme toutes les entreprises, celles détenues par des femmes, auraient souvent besoin de services et de produits plus variés, ainsi que de prêts plus importants que ceux que les institutions de microfinance peuvent fournir.

Afin que les femmes puissent s'engager dans l'entrepreneuriat certains gouvernements arabes ont adopté des programmes de soutien tel le «Programme Kafalat» au Liban (garanties de prêts). Certaines banques arabes offrent des produits financiers dédiés⁶, avec des programmes d'accompagnement⁷ et des partenariats stratégiques^{8,9}.

Ces initiatives témoignent de prises de consciences heureuses de la part des banques et des gouvernements, et sont certainement une voie pour encourager l'entrepreneuriat féminin. Plus d'actions de ce type ainsi que la mise en place d'une veille concernant les bonnes pratiques seraient souhaitables. D'après certains témoignages, les programmes publics visant à soutenir l'esprit d'entreprise des femmes restent insuffisant et ceux qui existent semblent rester excessivement prudents et bureaucratiques dans le versement des fonds.

Les banques pourtant si essentielles, semblent encore trop réticentes à financer les petites entreprises et les jeunes pousses et ce même en cas de programmes dédiés. Les femmes mentionnent le manque d'intérêt des représentants bancaires pour les projets menés par les femmes et ceci quand bien même de tels projets sont spécifiquement promus par leur banque. Les



femmes entrepreneurs signalent en outre qu'on leur pose des questions que l'on ne poserait pas aux hommes, par exemple si elles ont l'intention d'avoir un enfant, ce qui a une incidence sur leur accès à un prêt. Le manque de soutiens financiers est d'autant plus regrettable que les femmes font généralement preuve d'une grande fiabilité en matière de remboursement d'emprunts.

Pour développer la quatrième révolution industrielle, il est nécessaire d'augmenter la représentation des femmes dans l'économie et il est essentiel qu'un plus grand nombre d'institutions financières comprennent – le cas échéant avec le soutien des gouvernements ou les instances gouvernementales ou financières internationales - l'importance des entreprises détenues par des femmes sur leurs marchés.

Ensemble, ces acteurs publics et privés pourraient réfléchir à la manière de soutenir l'engagement économique des femmes et de faire de l'entrepreneuriat féminin un pilier de l'économie régionale. Les pistes d'action comprennent le renforcement des partenariats public-privé et la mise en commun des ressources. Le développement de formations et une meilleure compréhension par le secteur bancaire des besoins des femmes et de leur contribution à l'économie. La mise en place de programmes de formation du personnel bancaire pour prévenir les discriminations et garantir l'égalité

de traitement entre les femmes et les hommes dans l'attribution des crédits. Le développement d'applications mobiles numérisées à faible coût pour favoriser l'accès au financement des micro-entrepreneurs. Enfin, l'adoption de l'intelligence artificielle (IA) pour la due diligence¹⁰ dans le secteur du crédit et particulièrement le microcrédit pourrait résoudre des problèmes de subjectivité, de coûts et de lenteur et constituer un moyen d'accroître l'accès des femmes au financement, de renforcer l'équité dans le traitement des dossiers et, in fine,

de soutenir l'essor économique et social porté par l'entrepreneuriat féminin.

En effet, l'IA offre des solutions pour remédier à certains dysfonctionnements et donner accès à un plus grand nombre de femmes, auparavant écartées faute de moyens ou de compétences suffisantes pour évaluer leurs dossiers. L'accès des femmes à des financements entrepreneuriaux demeurent entravés par des processus de due diligence qui, dans la pratique, se révèlent subjectifs, coûteux et longs. L'application de grilles d'évaluations standards existe mais sont encore largement dépendante de la rigueur et de l'expertise de l'analyste, qui par l'introduction de biais cognitifs susceptibles d'exclure certaines entrepreneuses. Par ailleurs, la mobilisation d'experts allonge considérablement les délais et renchérit les coûts, ce qui limite le nombre de dossiers examinés et pénalise les candidates qui ne rentrent pas dans des « cases » prédéfinies. L'IA permet de standardiser et de faire respecter une grille d'analyse précise, réduisant la place de la subjectivité tout en traitant un volume plus important de dossiers et en maintenant une cohérence et une uniformité dans l'évaluation. Aussi, l'automatisation d'une grande partie du travail d'analyse libère du temps pour les experts humains, qui peuvent alors se concentrer sur les cas spécifiques ou complexes, assurant un arbitrage plus fin. L'intégration de l'IA favorise

également une meilleure gouvernance au travers de la traçabilité des décisions et peut contribuer à identifier de nouveaux critères (comportementaux, transactionnels, etc.) qui offrent des perspectives de scoring plus inclusives, mieux adaptées aux réalités de l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA.

[1] *European Investment Bank, European Bank for Reconstruction and Development, World Bank (2022): Unlocking Sustainable Private Sector Growth in the Middle East and North Africa: Evidence from the Enterprise Survey.*

[2] *European Bank for Reconstruction and Development, European Investment Bank and World Bank (2022) Unlocking Sustainable Private Sector Growth in the Middle East and North Africa: Evidence from the Enterprise Survey.*

[3] *World Bank Blogs (2019) Where in the world do women still face legal barriers to own and administer assets?*

[4] *Ibid.*

[5] *Vers une région MENA dynamique : réduire le déficit d'emplois, 30 janvier 2025 <https://blogs.worldbank.org/fr/arabvoices/mena-is-open-to-work--tackling-the-jobs-deficit>.*

[6] *tel Banque Al Amal (Maroc) qui accorde des crédits à taux préférentiels pour les projets dirigés par des femmes.*

[7] *Emirates NBD aux Emirats Arabes Unis : Programme « Women's Edge » offre des prêts sans garantie jusqu'à 500 000 AED (environ 136 000 \$) et des services de mentorat.*

[8] *Arab Bank (Jordanie) collabore avec l'ONU Femmes pour financer les PME féminines dans les zones rurales.*

[9] *La Banque Islamique de Développement (BID) a alloué 500 millions \$ en 2021 à des projets inclusifs, dont 40 % ciblent les femmes.*

[10] *Des solutions IA du marché qui pourrait être adaptés au besoins spécifiques :*

1. *PWC Risk intelligent Monitoring : Analyse en temps réel des risques financiers et opérationnels pour aider les prêteurs à évaluer la solvabilité et détecter les alertes*

<https://www.pwc.com/sk/en/digital-solutions/pwc-intelligent-risk-monitoring.html>

2. *Kira : utilise l'IA pour automatiser l'examen des contrats, accélérant l'analyse et réduisant les erreurs humaines (Solution qui domine le marché) <https://kirasystems.com/how-kira-works/due-diligence/>*

3. *Diligent Due Diligence AI : utilise l'IA pour analyser les risques financiers et juridiques, automatisant l'évaluation des emprunteurs <https://www.diligent.com/products/due-diligence>*

Les femmes entrepreneures du Liban : Pionnières des affaires dans un paysage turbulent

Par Dr. Sally Shamieh

Chef de projet recherche , ESA Business School



Dr. Sally Shamieh

Chef de projet recherche
ESA Business School

Le Liban a toujours été une terre de résilience, où les crises économiques, l'instabilité politique et les bouleversements sociaux ont continuellement mis à l'épreuve la détermination de son peuple. Pourtant, au cœur de ces défis, une force émergente redéfinit le paysage entrepreneurial du pays: les femmes libanaises. Bravant tous les obstacles, elles créent des entreprises, dirigent des initiatives et démontrent que l'innovation peut prospérer même en temps de crise.

Selon la Banque mondiale, les entreprises détenues par des femmes représentent environ 33 % de l'ensemble des entreprises au Liban, mais elles ne bénéficient que de moins de 10 % du crédit total accordé par les banques commerciales. Malgré les barrières juridiques, financières et culturelles, les entrepreneures libanaises transforment les difficultés en opportunités, en exploitant les outils numériques, en développant des entreprises sociales et en adoptant de nouveaux modèles économiques pour bâtir des projets durables.

L'entrepreneuriat au Liban: Un Défi à Double Tranchant

L'entrepreneuriat est profondément enraciné dans la culture libanaise. Avec une longue tradition de commerce, d'échanges et de connexions économiques internationales, le pays a toujours misé sur l'initiative privée comme moteur de sa croissance économique. La diaspora libanaise, reconnue pour son esprit entrepreneurial et

ESA
BUSINESS
SCHOOL

son savoir-faire en affaires, a renforcé cette dynamique, contribuant à la reconnaissance mondiale des entreprises libanaises.

Cependant, le paysage économique du Liban est marqué par des crises successives. L'effondrement financier de 2019, la pandémie de COVID-19, l'explosion dévastatrice du port de Beyrouth en 2020 et les attaques israéliennes de 2024 ont plongé le pays dans une instabilité sans précédent, mettant les entreprises à rude épreuve. Les entrepreneurs doivent affronter des défis majeurs : contraintes logistiques, accès limité aux marchés et graves pénuries de financement, exacerbés par l'effondrement du secteur bancaire et la dévaluation continue de la livre libanaise. Beaucoup d'entreprises ont dû s'adapter, réduire leurs activités, voire fermer leurs portes.

Pourtant, au cœur de ces turbulences, les femmes entrepreneures libanaises font preuve d'une résilience remarquable, devenant des actrices essentielles de la reprise économique. Leur capacité à naviguer dans l'incertitude leur permet d'innover et de bâtir des entreprises capables non seulement de survivre, mais aussi de prospérer dans un environnement marqué par l'adversité.

Les femmes entrepreneures au Liban : Naviguer dans un paysage complexe

L'accès au financement demeure l'un des principaux défis pour les femmes entrepreneures au Liban. Selon un rapport de la Banque mondiale, les femmes entrepreneures libanaises reçoivent 30 % de prêts en moins que leurs homologues masculins, malgré des taux de défaut inférieurs. Les restrictions légales compliquent davantage la situation. Les lois sur l'héritage laissent souvent les femmes sans les garanties nécessaires pour obtenir un financement, tandis que les lois sur le statut personnel, régies par des tribunaux religieux, continuent de limiter leur autonomie financière. De nombreuses femmes se tournent vers des institutions de microfinance et des réseaux de prêt informels pour soutenir leurs entreprises. Des initiatives internationales, telles

que celles menées par ONU Femmes, l'USAID et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, offrent mentorat et financement. Cependant, ces efforts restent limités en termes d'échelle et d'accessibilité, notamment pour les femmes en dehors des centres urbains.

Bien que les Libanaises jouissent de plus de libertés que leurs homologues dans d'autres nations arabes, les normes sociétales imposent encore des obstacles à l'entrepreneuriat. Les femmes sont souvent censées privilégier les responsabilités familiales au détriment de leurs ambitions professionnelles et doivent fréquemment faire face au scepticisme quant à leur capacité à diriger. Cependant, la crise économique a commencé à modifier ces dynamiques, davantage de femmes assumant le rôle de soutien de famille, remettant en question les rôles de genre traditionnels. L'essor de l'entrepreneuriat social et des entreprises numériques a créé des espaces plus inclusifs pour les initiatives dirigées par des femmes. Par exemple, Gaëlle el Chaër, fondatrice de Gaïo Cosmetics, a construit sa marque de beauté durable en ligne, contournant les contraintes de la vente au détail traditionnelle. De même, «Metle Metlik», une initiative éducative numérique sur la santé des femmes, a autonomisé ces dernières grâce à l'apprentissage en ligne et à l'engagement communautaire.

Un écosystème entrepreneurial en mutation

L'écosystème des startups au Liban a connu une croissance notable, notamment dans le domaine de l'économie numérique. L'essor des médias sociaux, du commerce électronique et des solutions fintech a permis aux femmes de créer et développer des entreprises depuis leur domicile, éliminant ainsi les obstacles liés aux points de vente physiques et à l'accès traditionnel au marché. Des plateformes telles qu'Instagram, Facebook et TikTok se sont révélées être des outils puissants pour les femmes entrepreneures libanaises, leur permettant d'établir des marques, d'interagir avec les clients et de générer des



revenus malgré l'instabilité économique.

Au-delà de la sphère numérique, des incubateurs d'entreprises tels que Berytech, Smart ESA et le Centre Darwazah ont joué un rôle crucial dans la promotion des startups dirigées par des femmes. En offrant mentorat, opportunités de réseautage et accès aux investisseurs, ces initiatives ont fourni un soutien essentiel aux femmes entrepreneures souhaitant formaliser et développer leurs projets. Par exemple, la compétition «Femme Francophone Entrepreneur» (FFE), organisée par l'AUF Moyen-Orient et Berytech, vise à favoriser le développement d'entreprises et la promotion de l'entrepreneuriat féminin au Liban. Cependant, la crise bancaire persistante au Liban a rendu les transactions financières de plus en plus difficiles. L'effondrement du secteur bancaire formel a conduit à une économie majoritairement basée sur les liquidités, obligeant de nombreuses entreprises dirigées par des femmes à recourir à des solutions de paiement mobile, des transactions en espèces directes et des réseaux financiers informels. Bien que les outils numériques aient offert une plus grande flexibilité, le manque d'accès aux services bancaires formels continue de freiner l'expansion de nombreuses entreprises détenues par des femmes, les maintenant dans le secteur informel.

Les femmes entrepreneures et la durabilité au Liban

De nombreuses femmes entrepreneures libanaises alignent leurs entreprises sur les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Dans les secteurs de l'agriculture et de l'artisanat, elles intègrent des matériaux écologiques et adoptent des pratiques de production durables, équilibrant ainsi impact économique et environnemental. Par ailleurs, des entreprises sociales axées sur l'éducation, la gestion des déchets et les énergies renouvelables contribuent à la reprise économique et à la durabilité à long terme du Liban.

Malgré ces avancées, l'adoption de pratiques commerciales durables reste un défi en raison d'infrastructures faibles, d'un manque de soutien gouvernemental et d'un accès limité au financement vert. Des initiatives internationales, telles que le programme d'entrepreneuriat vert de SwitchMed, mis en œuvre au Liban par la Fondation Diane et le réseau EcoSwitch, offrent formation, mentorat et soutien financier aux entrepreneurs verts. Cependant, sans réformes systémiques, les entreprises axées sur la durabilité continueront de faire face à des contraintes financières et logistiques.

L'avenir de l'entrepreneuriat féminin au Liban

La résilience des femmes entrepreneures libanaises témoigne de leur capacité à naviguer à travers les crises et à s'adapter aux réalités économiques changeantes. Cependant, pour assurer un progrès durable, des réformes légales et politiques sont nécessaires afin de garantir l'égalité des sexes dans la participation économique. La mise à jour des lois commerciales et du travail, la réforme des lois sur l'héritage et l'élargissement de l'inclusion financière grâce à des mécanismes de financement ciblés pour les entreprises dirigées par des femmes sont des étapes cruciales vers une plus grande indépendance financière.

Encourager les investissements du secteur privé et développer des politiques de prêt sensibles au genre aideront également à combler le fossé financier auquel sont confrontées les femmes entrepreneures. Des programmes d'éducation et de développement des compétences adaptés aux femmes peuvent en outre soutenir l'entrepreneuriat en améliorant la littératie financière et en fournissant l'accès aux ressources commerciales, en particulier dans les zones rurales.

En plus des initiatives financières et éducatives, accroître la visibilité des femmes entrepreneures dans les médias et le discours public contribuera à normaliser le leadership féminin dans le monde des affaires. Des opportunités de mentorat et de réseautage renforceront la communauté des entreprises dirigées par des femmes, créant un écosystème plus favorable à leur épanouissement.

Conclusion

Les femmes entrepreneures libanaises incarnent la résilience, l'adaptabilité et l'innovation, évoluant dans un contexte socio-économique marqué par l'instabilité politique, les crises financières et des obstacles culturels. Leurs contributions vont des entreprises locales soutenant les communautés aux initiatives mondialement reconnues illustrant l'ingéniosité libanaise. Par exemple, le concours Femme

Francophone Entrepreneure (FFE), organisé par l'AUF Moyen-Orient et Berytech, favorise l'entrepreneuriat féminin au Liban et dans la région, démontrant le dynamisme et le potentiel des femmes dans le secteur entrepreneurial.

Alors que le Liban s'oriente vers la reconstruction et la reprise économique, les entreprises dirigées par des femmes joueront un rôle central dans la revitalisation de l'économie, la promotion de l'innovation et la construction d'un avenir plus inclusif et durable. En créant un environnement qui soutient, finance et autonomise les femmes entrepreneures, le Liban peut libérer l'un de ses plus grands potentiels inexploités : l'innovation et le leadership de ses femmes. Des initiatives telles que l'intégration des PME dirigées par des femmes à des plateformes de commerce en ligne, soutenues par des projets de la Banque mondiale, illustrent comment le soutien ciblé peut transformer l'entrepreneuriat féminin et contribuer à la croissance économique du pays.



Briser les Barrières: Les Femmes Entrepreneurs les Plus Influentes du Monde Arabe



Des Femmes Entrepreneures Pionnières

L'entrepreneuriat féminin connaît une ascension fulgurante dans la région MENA, porté par des femmes visionnaires qui bousculent les codes et redéfinissent les règles du jeu économique. Longtemps sous-représentées dans le monde des affaires, elles s'imposent aujourd'hui comme de véritables moteurs de croissance, surmontant les défis socioculturels et les obstacles financiers pour transformer leurs industries.

Des innovations fintech en Tunisie aux empires de la beauté valorisés à plusieurs milliards de dollars aux Emirats arabes unis, ces entrepreneures font preuve d'audace, de résilience et d'une ambition sans limites. Pourtant, les startups dirigées par des femmes restent sous-financées. En 2023, seules 52 des 583 startups basées dans la région MENA ayant obtenu un financement avaient été fondées par des femmes, levant collectivement 19 millions de dollars, soit une baisse significative par rapport aux 52 millions de dollars en 2022.

Malgré ces défis persistants, une nouvelle génération de femmes leaders continue de repousser les limites. Cet article met en lumière certaines des entrepreneures les plus influentes qui façonnent aujourd'hui l'écosystème des affaires dans la région, en célébrant leurs succès et l'impact transformationnel de leur travail.



MAHA SHIRAH

FAVORISER L'ENTREPRENEURIAT
FÉMININ EN ARABIE SAOUDITE

Fondatrice de SheWorks, le premier espace de coworking dédié aux femmes en Arabie Saoudite, Maha Shirah joue un rôle clé dans le développement de l'entrepreneuriat féminin. Constatant l'absence d'espaces de travail adaptés aux femmes à Riyad, elle a lancé SheWorks en 2014 afin d'offrir un environnement collaboratif et inclusif aux professionnelles. Son initiative s'inscrit dans le cadre de la Vision 2030 de l'Arabie Saoudite, une stratégie ambitieuse de diversification économique. Par son action, Maha Shirah démontre que lorsque les opportunités sont limitées, il est essentiel de les créer.

HUDA KATTAN

LA MAGNAT DE LA BEAUTÉ
À UN MILLIARD DE DOLLARS

Huda Kattan, entrepreneure irako-américaine, a transformé sa passion pour la beauté en un empire mondial. Après des études en finance à l'Université du Michigan-Dearborn, elle s'est tournée vers l'industrie cosmétique et a lancé Huda Beauty en 2013. La marque a rapidement gagné en notoriété après que Kim Kardashian a porté ses faux cils emblématiques, entraînant une expansion fulgurante. Aujourd'hui, Huda Beauty génère plus de 200 millions de dollars de chiffre d'affaires annuel et est valorisée à 1,2 milliard de dollars. Son parcours, de la finance à icône mondiale de la beauté, illustre la puissance d'un entrepreneuriat guidé par la passion.



MONA ATAYA

RÉVOLUTIONNER LE E-COMMERCE
POUR LES MÈRES AU MOYEN-ORIENT

PDG et fondatrice de Mumzworld, Mona Ataya a identifié une lacune sur le marché : l'absence d'un e-commerce fiable et adapté aux besoins des mères et de leurs enfants. Forte de son expérience chez Procter & Gamble et Johnson & Johnson, elle a lancé la première plateforme dédiée aux mères dans la région. Sous sa direction, Mumzworld a levé plusieurs tours d'investissement et s'est imposé comme le leader du commerce en ligne dirigé par une femme au Moyen-Orient. Son travail a non seulement transformé le secteur de la vente en ligne, mais il a aussi permis aux mères d'accéder plus facilement à des produits de qualité et des conseils de confiance.

RAYA BIDSHAHRI RÉINVENTER L'ÉDUCATION À L'ÈRE NUMÉRIQUE

Fondatrice et PDG de School of Humanity, Raya Bidshahri est une fervente défenseuse de la transformation de l'éducation. Élevée à Dubaï et titulaire d'un diplôme en neurosciences de l'Université de Boston, elle a développé un lycée en ligne innovant qui met l'accent sur la pensée critique et la résolution de problèmes concrets. Reconnue par la BBC comme l'une des femmes les plus influentes au monde, elle œuvre pour préparer les jeunes aux défis de demain en leur fournissant des compétences adaptées à l'ère numérique.



MALAK BOUKHTIR FONDATRICE D'ECOFEEED UNE STARTUP INNOVANTE TUNISIENNE



Le 24 février 2025, lors de la 10e édition des Trophées de Femmes Entrepreneures de Tunisie (FET), Malak Boukhtir a été honorée en tant que Femme Entrepreneure de l'année 2025. Ingénieure en génie chimique procédés, elle est la fondatrice d'Ecofeed, une startup tunisienne innovante spécialisée dans la valorisation des déchets et sous-produits d'origine animale et végétale. Basée à Gabès, Ecofeed se consacre à la transformation de ces ressources en produits durables, avec un accent particulier sur l'innovation, la durabilité et l'impact environnemental. L'entreprise se distingue notamment par la valorisation des déchets de crabes bleus, une ressource sous-exploitée en Tunisie, qu'elle transforme en aliments pour animaux grâce à une technologie innovante de séchage solaire assistée par l'Internet des objets (IoT). Cette approche réduit l'empreinte carbone, soutient les économies locales et offre des solutions écoresponsables répondant aux besoins croissants de durabilité dans le secteur agricole.

SARA BOUAZZA PILOTER LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE AU MAROC

Entrepreneure marocaine, Sara Bouazza est la fondatrice de SOSdigital, une plateforme aidant les petites entreprises à renforcer leur présence en ligne. Grâce à son expertise en technologie et en développement durable, elle soutient non seulement les PME dans leur transition numérique, mais elle facilite aussi l'intégration des jeunes diplômés dans l'écosystème entrepreneurial. Son travail redéfinit le paysage numérique des entreprises au Maroc et au-delà.



Des Femmes Entrepreneurs au Cœur de la Croissance Régionale

Les femmes entrepreneures de la région MENA sont en première ligne de l'innovation dans plusieurs secteurs clés :

- **Technologie & Fintech:** Des pionnières comme Syrine Ben Mlouka améliorent l'accessibilité financière grâce aux plateformes numériques.

- **E-commerce:** Des leaders comme Mona Ataya révolutionnent le commerce en ligne, rendant l'expérience d'achat plus fluide et centrée sur le consommateur.

- **Beauté&Mode:** L'empire de Huda Kattan illustre le potentiel mondial des entreprises dirigées par des femmes dans l'industrie cosmétique.

Défis & Opportunités

Malgré leurs succès, les femmes entrepreneures font face à plusieurs obstacles :

- **Accès au Capital :** Les entreprises dirigées par des femmes reçoivent encore une part minime du financement en capital-risque.

- **Barrières Culturelles :** Les normes sociétales freinent encore la pleine participation des femmes dans l'économie.

- **Représentation dans les Postes de Direction:** Les femmes restent sous-représentées aux plus hauts niveaux de responsabilité.

Cependant, l'essor des plateformes numériques, des politiques gouvernementales plus inclusives et la montée en puissance des réseaux de soutien ouvrent de nouvelles perspectives. Des institutions comme l'**Union des Banques Arabes** jouent un rôle crucial dans la promotion de l'inclusion financière et de l'entrepreneuriat féminin à travers la région.

Inspirer la Prochaine Génération

Le parcours de ces entrepreneures visionnaires témoigne de la résilience, de la détermination et de la créativité des femmes du monde arabe. En brisant les barrières et en établissant de nouvelles références, elles transforment leurs industries tout en inspirant une nouvelle génération à voir plus grand et à agir avec audace.

Alors que la région évolue, il devient essentiel de soutenir et d'accompagner les initiatives portées par des femmes pour bâtir un avenir plus inclusif et prospère. Célébrer leurs réussites et leur offrir les ressources nécessaires permettra d'encourager une nouvelle vague d'entrepreneures, favorisant ainsi l'innovation et une croissance économique durable.



BANQUE MISR WILL REMAIN EGYPT'S LUCKY CHARM

THE SACRED SCARAB FORMS A PART OF OUR LOGO AS A POTENT AMULET THAT SYMBOLIZED PROTECTION AND RESURRECTION TO THE ANCIENT EGYPTIANS



- Banque Misr is a pioneer in projects, structured finance and acquisitions for numerous large-scale transactions
- The bank has funded key projects over the past 100 years and contributed to the establishment of 157 companies in various sectors through offering a wide range of banking activities, with a specific focus on arranging highly structured, debt-based financing transactions
- The bank offers a versatile range of products and services catering to a wide client base
- Banque Misr won the award for Best Bank for Money Market Funds and Liquidity Management in Africa and the Middle East - 2009 and 2010 - and in the Middle East - 2008, 2012, 2013, 2014 and 2015; and Best Provider of Short-Term Investments/Money Market Funds in the Middle East - 2015, 2016, 2017, 2018, 2020, 2021, 2022 and 2023 - and in Africa and the Middle East for 2019
- The bank offers a full range of Sharia-compliant products and services through 51 Islamic branches
- The bank has a strong regional and international presence, with branches in the UAE, Lebanon, Germany and France, as well as representative offices in China, Russia, South Korea and Italy
- The bank has one of the largest banking networks in Egypt and the Middle East, With more than 850 branches
- Banque Misr became a member of the UN Global Compact for many years, and is the first state-owned bank to issue an annual sustainability report in accordance with the internationally-recognized Global Reporting Initiative (GRI), in addition to joining the United Nations Environment Programme Finance Initiative (UNEP FI) "Principles for Responsible Banking"



بنك مصر
BANQUE MISR

 **19888**

www.banquemisr.com

Femmes, Inclusion Financière et Transformation Digitale: Lever les Obstacles et Favoriser l'Égalité



L'inclusion financière des femmes est un levier essentiel pour promouvoir l'égalité des genres et stimuler la croissance économique. Pourtant, à l'échelle mondiale, les femmes continuent de faire face à des obstacles significatifs dans leur accès aux services financiers. Ces barrières incluent des contraintes géographiques, des normes culturelles restrictives, et un manque d'accès aux outils technologiques. Dans ce contexte, la digitalisation émerge comme une solution transformative, permettant de réduire ces disparités. Ce document explore comment les banques utilisent les technologies numériques pour améliorer l'accès des femmes aux services financiers et comment la digitalisation contribue à surmonter les obstacles géographiques et culturels.

La Digitalisation:

La Digitalisation : Un Catalyseur de l'Inclusion Financière des Femmes Selon un rapport récent de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour l'inclusion financière, près de 70 % des femmes dans les économies

émergentes possèdent aujourd'hui un compte bancaire, soit une augmentation de plus de 30 points de pourcentage en une décennie. Cette avancée est largement attribuée à l'adoption de technologies numériques par les banques et institutions financières. Les initiatives de

digitalisation, telles que la digitalisation des salaires du secteur public et des programmes de protection sociale, ont joué un rôle crucial en encourageant les femmes non bancarisées à ouvrir des comptes.

Par ailleurs, les applications de transfert d'argent mobile et les plateformes de microcrédit permettent aux femmes d'accéder à des services financiers adaptés à leurs besoins, même dans des régions reculées. Par exemple, en Ouganda, l'utilisation de comptes en argent mobile pour les paiements agricoles a permis aux femmes de surmonter les contraintes liées à la distance, tout en renforçant leur capacité à gérer leurs revenus et à investir dans des activités économiques.

Surmonter les Obstacles Géographiques et Culturels

Les normes culturelles restrictives et l'éloignement des infrastructures bancaires représentent des obstacles majeurs à l'inclusion financière des femmes. La digitalisation, en rendant les services financiers accessibles via des smartphones et des plateformes en ligne, offre une solution innovante à ces défis. Les femmes peuvent désormais ouvrir des comptes, effectuer des paiements et accéder à des crédits sans avoir besoin de se rendre physiquement dans une agence bancaire. Cela est particulièrement pertinent dans des régions où les normes sociales limitent la liberté de mouvement des femmes.

Cependant, ces solutions ne sont pas sans risques. Les femmes sont souvent plus vulnérables aux fraudes en ligne et aux cyberattaques en raison de leur accès limité à l'éducation numérique et de la faible littératie financière dans certaines communautés. Cela souligne la nécessité d'accompagner la digitalisation par des programmes de renforcement des capacités pour éduquer les femmes sur l'utilisation sécurisée des services financiers numériques.

Recommandations pour Accélérer l'Inclusion Financière des Femmes

Pour maximiser l'impact de la transformation digitale, il est crucial d'adopter des stratégies inclusives. Voici quelques recommandations :

1. Renforcer les compétences numériques:

Mettre en place des programmes de formation adaptés pour améliorer la littératie numérique et financière des femmes.

2. Adapter les produits financiers:

Développer des services financiers spécifiques aux besoins des femmes, tels que des microcrédits et des outils d'épargne adaptés.

3. Collaborer avec les acteurs locaux:

Travailler avec les organisations communautaires pour promouvoir l'adoption des technologies numériques.

4. Réduire les risques:

Renforcer la cybersécurité et sensibiliser les utilisatrices aux pratiques sécurisées.

La transformation digitale offre une opportunité unique pour combler l'écart entre les genres en matière d'inclusion financière. En exploitant les technologies pour surmonter les obstacles géographiques et culturels, les banques et institutions financières peuvent autonomiser des millions de femmes à travers le monde. Cependant, pour garantir un impact durable, ces efforts doivent être accompagnés de politiques et d'initiatives ciblées visant à renforcer les capacités et à sécuriser l'accès aux services numériques. Ainsi, l'inclusion financière des femmes pourra devenir un moteur de transformation économique et sociale dans le monde entier.





Le Premier Sommet des Cryptomonnaies à la Maison Blanche : Donald Trump, Nouveau Pilier du Bitcoin et Garant de son Avenir

Par M.Mazen Hammoud
Analyste économique et financier / Paris

Alors que le Bitcoin s'impose de plus en plus comme un acteur incontournable de la finance mondiale, l'initiative du président Trump visant à constituer une réserve stratégique de cryptomonnaies suscite un vif débat. Cette décision marque-t-elle un tournant pour la reconnaissance institutionnelle du Bitcoin, ou expose-t-elle les marchés à une volatilité accrue ? Entre ambitions politiques et enjeux économiques, cet article explore les implications de cette mesure et ses répercussions potentielles sur l'industrie des actifs numériques.

Les ambitions du président américain Donald Trump ne cessent de prendre de l'ampleur, et son second mandat de quatre ans s'annonce riche en rebondissements.

Après avoir imposé sa vision économique à travers des mesures protectionnistes contre plusieurs pays (Chine, Canada, Mexique, Union européenne), contesté les accords environnementaux mondiaux, et œuvré à faire des États-Unis le leader incontesté de la production énergétique fossile, Trump se tourne désormais vers un nouveau défi : positionner son pays comme l'épicentre mondial des cryptomonnaies, avec le Bitcoin en figure de proue.

Autrefois sceptique et même farouche opposant aux monnaies numériques durant son premier

mandat, Trump est désormais perçu comme un catalyseur de la flambée du Bitcoin. Ses discours de campagne ont provoqué une envolée spectaculaire de sa valeur, qui a grimpé de plusieurs dizaines de milliers de dollars en un temps record. L'ancien critique est ainsi devenu une référence incontournable dans l'univers des cryptomonnaies.

Le virage stratégique du président américain s'est confirmé avec l'annonce de la création d'une **réserve stratégique de Bitcoin**, un geste audacieux qui marque un tournant majeur dans sa politique financière. Passant d'adversaire à fervent défenseur des actifs numériques, Trump ne s'est pas arrêté là : il a également lancé sa propre cryptomonnaie, **le Trump Coin**, en ce

début d'année 2025, et exprimé son soutien à la plateforme d'échange **World Liberty Financial**. Avec cette nouvelle orientation, Trump façonne une Amérique où le Bitcoin et les cryptomonnaies ne sont plus perçus comme une menace, mais comme un levier de puissance économique et d'innovation financière.

ChatGPT said:

Afin de concrétiser ses ambitions et ses engagements, le président américain a accueilli à la Maison-Blanche, en mars 2025, un sommet inédit consacré aux cryptomonnaies. Son objectif : établir une réserve stratégique garantissant que son pays devienne la capitale mondiale du Bitcoin, conformément à la promesse faite lors de sa campagne électorale. À cette occasion, il a dévoilé plusieurs initiatives visant à renforcer un cadre réglementaire propice au développement des cryptomonnaies aux États-Unis.

Ce sommet a réuni plusieurs figures influentes du secteur des actifs numériques, notamment David Sacks, l'un des leaders de l'industrie, ainsi que de nombreux hauts responsables d'agences fédérales.

Lors de cet événement, le président Trump a vivement critiqué les erreurs de l'administration précédente sous la présidence de Joe Biden. Il a exhorté les experts et les régulateurs à abroger ce qu'il a appelé le « point 2.0 », une réglementation instaurée par l'administration Biden qui, selon lui, empêchait les banques américaines d'offrir des services de conservation d'actifs numériques et d'accorder des services financiers aux entreprises du secteur des cryptomonnaies. À l'issue du sommet, il a été convenu que la suppression de cette restriction serait soutenue par le Bureau du contrôleur de la monnaie.

Dans la foulée, le Bureau du contrôleur de la monnaie a publié un communiqué officiel annonçant que les banques américaines seraient désormais autorisées à conserver une variété d'actifs numériques, y compris les stablecoins.

Enfin, au cours de ce sommet dédié aux

cryptomonnaies, le président américain a réaffirmé que, sous son administration, le gouvernement ne vendrait aucune de ses réserves de Bitcoin. Il a précisé que ces actifs seraient intégrés dans une réserve stratégique nationale, conformément à son décret exécutif signé la veille de l'événement, le 7 mars 2025, à la Maison-Blanche.

Ce que le président Trump met en place aujourd'hui en matière de législations encadrant le Bitcoin, une monnaie qui lui est désormais chère, revêt une dimension politique en plus de ses implications techniques et économiques. En abrogeant certaines réglementations de l'administration précédente, il expose l'avenir de cette monnaie virtuelle à une instabilité accrue, notamment en raison des changements d'administration et des décisions politiques qui pourraient en découler.

À l'origine, le Bitcoin est une monnaie hautement volatile, connaissant des fluctuations spectaculaires à la hausse comme à la baisse, souvent avec des variations extrêmes. Ses transactions échappent au contrôle des banques centrales et ne sont soumises à aucune réglementation bancaire qui permettrait d'amortir ses baisses de valeur. La réserve stratégique constituée par le président Trump, comprenant environ 200 000 Bitcoins (soit l'équivalent d'environ 17 milliards de dollars aux cours actuels), a été acquise par le biais de saisies judiciaires antérieures.

Le leader du secteur des cryptomonnaies, David



Sacks, a déclaré : « Cette réserve publique de Bitcoin s'apparente en bien des points aux réserves d'or des États-Unis. Il s'agit d'une avancée historique visant à renforcer la stabilité financière du pays et à protéger les actifs numériques. »

Mais ces mesures sont-elles suffisantes pour garantir la stabilité d'une telle monnaie, tant que la banque centrale ne l'adosse pas ? Le Bitcoin nécessite une régulation financière, un cadre législatif structurant son usage futur et définissant les modalités de paiement associées. De plus, la période à venir exigera l'adoption de lois et de décisions visant à protéger la monnaie nationale, le dollar, et à éviter que les secteurs économiques et commerciaux ne subissent les conséquences des initiatives et ambitions de Trump, qui, en tant qu'homme d'affaires, cherche à exploiter les opportunités et à maximiser les profits.

En complément de la création de cette réserve stratégique de Bitcoin, Trump a nommé Paul Atkins, un fervent partisan des cryptomonnaies, à la tête de l'Autorité de régulation des marchés financiers.

Le président américain adopte une approche unilatérale sur la question du Bitcoin, ignorant les autres plateformes mondiales de cryptomonnaies qui régissent le volume des transactions et l'évolution de cette monnaie. Cette stratégie pourrait s'avérer risquée pour son projet, notamment en ce qui concerne la gestion de la réserve stratégique qu'il a mise en place. Par ailleurs, il a mandaté les départements du Trésor et du Commerce pour explorer de nouveaux

moyens d'accroître les réserves en Bitcoin, renforçant ainsi son pari sur l'avenir des actifs numériques aux États-Unis.

L'une des principales caractéristiques du Bitcoin, que le président Trump semble méconnaître, est que sa flexibilité ne repose ni sur une reconnaissance officielle, ni sur la constitution d'une réserve stratégique, ni sur l'ambition de faire des États-Unis la capitale mondiale des cryptomonnaies.

Les détenteurs de Bitcoin à long terme savent que sa véritable valeur ne réside pas dans ses fluctuations à court terme, mais plutôt dans son rôle d'instrument ultime de couverture contre l'incertitude monétaire. Il ne fait aucun doute que l'annonce du président américain sur la création d'une réserve stratégique en Bitcoin attirera davantage d'investisseurs vers ce marché. Mais qui peut garantir la stabilité de cette monnaie face aux variations extrêmes ? Et où sont les réglementations protégeant ceux qui la détiennent ?

Les grands investisseurs que Trump cherche à séduire et à intégrer dans l'arène des transactions et du trading veulent un engagement clair et structuré en faveur du Bitcoin, en tant qu'élément clé de la stratégie économique américaine, et non une simple opération spéculative. Aujourd'hui, la capitalisation boursière mondiale des cryptomonnaies dépasse les 3 000 milliards de dollars et continue de croître.

Le président américain a identifié cinq cryptomonnaies pour constituer cette réserve stratégique, plaçant le Bitcoin en tête, suivi de l'Ethereum, ainsi que de trois cryptomonnaies de moindre envergure : XRP, Solana et Cardano. Toutefois, cette initiative place Trump dans une position où il devient directement responsable des fluctuations de ces actifs, qu'elles soient haussières ou baissières, l'exposant ainsi aux risques liés à l'instabilité de ces marchés.

Il est important de souligner que le retard du président Trump dans l'annonce de la constitution de la réserve stratégique a entraîné des pertes significatives pour les cryptomonnaies, faute de





visibilité sur cette initiative au moment opportun. Pour rappel, le prix du Bitcoin est passé d'environ 50 000 dollars à 75 000 dollars dès que Trump a pris l'avantage sur son adversaire, le président Biden, lors du débat télévisé. Il a ensuite bondi à près de 110 000 dollars après sa victoire à l'élection présidentielle, avant de redescendre sous la barre des 100 000 dollars. Cette volatilité a été alimentée par l'impression laissée par le président américain que la plus grande puissance économique mondiale se positionnerait comme un garant des cryptomonnaies, perçues comme les monnaies du futur.

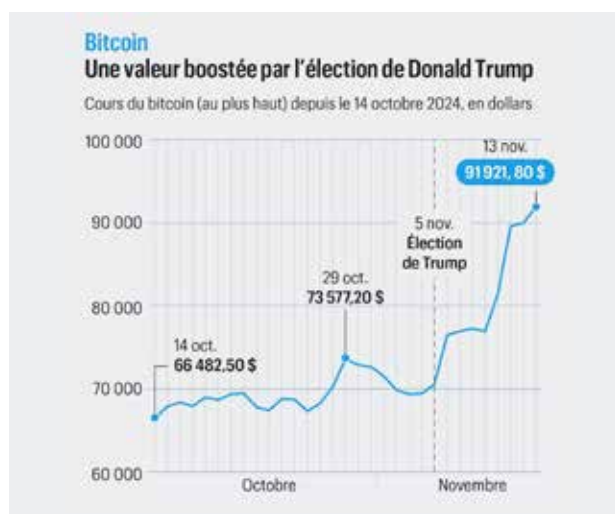
La mise en place d'une réserve stratégique de cryptomonnaies aux États-Unis, qui est désormais une réalité, pourrait contribuer à démocratiser davantage ces actifs numériques. D'autant plus que plusieurs figures politiques européennes, notamment en République tchèque, en Pologne et en Allemagne, manifestent leur intérêt pour suivre l'exemple de Donald Trump en intégrant les cryptomonnaies comme un levier stratégique pour renforcer leur économie. La gestion des réserves de Bitcoin aux États-Unis est ainsi devenue un enjeu majeur pour les acteurs économiques du monde entier, qui, à compter du 7 mars 2025, considèrent le pays comme la première grande nation à officialiser son engagement dans les cryptomonnaies.

Si l'initiative du président Trump est indéniablement audacieuse, elle nécessite une régulation extrêmement rigoureuse, capable d'anticiper et de réagir rapidement aux fluctuations

de marché, qui pourraient entraîner des pertes considérables pour la réserve stratégique. En effet, l'un des traits caractéristiques du Bitcoin reste son extrême volatilité, une tendance qui persiste depuis plus de 17 ans. Créé par un individu anonyme sous le pseudonyme de Satoshi Nakamoto, le Bitcoin a vu le jour en 2009 en tant que monnaie numérique. En 2021, le Salvador est devenu le premier pays à l'adopter officiellement comme monnaie légale, ouvrant ainsi la voie à une intégration progressive des cryptomonnaies dans les systèmes économiques traditionnels.

En 2009, la valeur d'un Bitcoin ne s'élevait qu'à quelques centimes de dollar. Partie de débuts modestes, cette cryptomonnaie a connu une ascension fulgurante jusqu'à devenir un acteur majeur du paysage financier mondial. Pourtant, de nombreuses banques centrales restent réticentes à l'idée de l'adopter ou de lui accorder une couverture comparable à celle des monnaies traditionnelles.

L'initiative de Donald Trump visant à constituer une réserve stratégique de Bitcoin parviendra-t-elle à envoyer un signal fort à l'industrie des cryptomonnaies et, plus largement, aux marchés financiers ? Pourra-t-elle renforcer la crédibilité de ces actifs numériques, régulièrement critiqués pour leur volatilité extrême, leur nature spéculative et l'absence de taux d'intérêt, notamment dans le cadre des transactions et des échanges commerciaux ?



BANK OF AFRICA & Genre, Un Engagement Inscrit Dans Nos Gènes

Le Groupe BANK OF AFRICA a très tôt inscrit le Développement Durable au sein de ses axes stratégiques, sous l'égide de son Président Othman Benjelloun. En effet, dès la fin des années 2000, la Banque a entamé la déclinaison de son approche par :

- (i) L'intégration des risques environnementaux et sociaux dans ses activités de financement – avec pour la première fois au Maroc, le lancement d'un **SGES – Système de Gestion Environnemental et Social** - dont les jalons ont été posé dès 2008,
- (ii) Le lancement de **lignes de refinancement adossées à des partenaires multilatéraux**, - BERD, BEI, AFD... - pour l'efficacité énergétique -MORSEFF et GEFF -, les chaînes de valeur vertes - GVC-, le genre - Women in Business-.
- (iii) La sensibilisation des parties prenantes internes et externes, en faisant évoluer la culture d'entreprise via notamment **une approche de management intégré** qui a eu un impact sensible (ISO 14001 - Environnement -, ISO 50001 -Energie-, ISO 45001 - Santé, Sécurité et Bien Etre - et ISO 37001 - Anti-corruption, - ISO 27001 -Sécurité Informatique).

Une charte RSE alignée aux enjeux de développement



Votre allié pour une transition durable réussie



Ce travail a été reconnu par des instituts de référence tel que **London Stock Exchange Group**, qui a classé BANK OF AFRICA « **Meilleure performance ESG** » de la Bourse de Casablanca, en Janvier 2024.

Sur ce même registre d'acteur responsable, BANK OF AFRICA est l'un des leaders africains des Services Extra Financiers, **l'accompagnement de l'entrepreneuriat solidaire et féminin, ainsi que l'employabilité des jeunes**, offrant un accompagnement sur mesure aux TPME dans l'ensemble des régions du Royaume et contribuant à renforcer son impact positif auprès des communautés.

C'est ainsi que le Groupe BANK OF AFRICA a lancé dès 2008, son **Observatoire de l'Entrepreneuriat** visant à proposer une offre innovante sur le segment. A travers 4 services dédiés, il s'est positionné auprès d'une cible associant autoentrepreneurs, coopératives féminines, TPE, PME...

1. Création d'un écosystème territorialisé, réunissant plus de 200 parties prenantes, et permettant la tenue d'une douzaine de conférences annuellement – une centaine depuis 2011 avec plus de 15 000 TPME.

2. Mise en place de cycles de formations spécifiques PME (Club PME en partenariat avec plus d'une douzaines d'universités du Royaume) et TPE (Club de l'Entrepreneuriat) sur la base du Programme Business Edge de l'IFC associant Formations, Mentorat et Networking. A partir d'un premier échantillon de 40 TPE formées, 60% ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 40% et plus au bout d'un an et le nombre moyen de création d'emploi a été de 2,5 par TPE. La parité est assurée lors de ces formations avec, également, des promotions 100% femmes.

Programme d'Open Innovation SMART BANK



3. **Programme d'accompagnement des coopératives féminines Growth & Pitch** visant à les soutenir dans le développement de business plans durables, l'amélioration de leur accès aux marchés locaux et d'exportation, et le renforcement de leur capacité d'accès aux financements, à travers des sessions de formation, de coaching et de mentorat. En pilote, **25 coopératives** ont été accompagnées dans la Région Souss-Massa, avant une massification au reste des régions marocaines.

4. **Lancement d'un Réseau d'incubateurs Blue Space** avec les principaux centres de formation du Royaume – Universités, Formation Professionnelle, Ecoles Supérieures... Au travers

de Partenariats Public-Privés d'expertise, BANK OF AFRICA a ainsi été retenue par la Région du Grand Casablanca et l'Organisme Public de Formation Professionnelle pour co-gérer leur incubateur. **30% des entreprises incubées sont dirigées par des femmes.**

5. **Mise en place de SMART Bank, programme d'Open Innovation territorial** destiné aux étudiants et aux jeunes porteurs de projet. Annuellement, 12 000 jeunes sont sensibilisés à l'entrepreneuriat, 700 coachés et 30 retenus pour intégrer les incubateurs du Groupe, dont **57% sont des femmes.**

Réseau d'incubateur BLUESPACE by BANK OF AFRICA

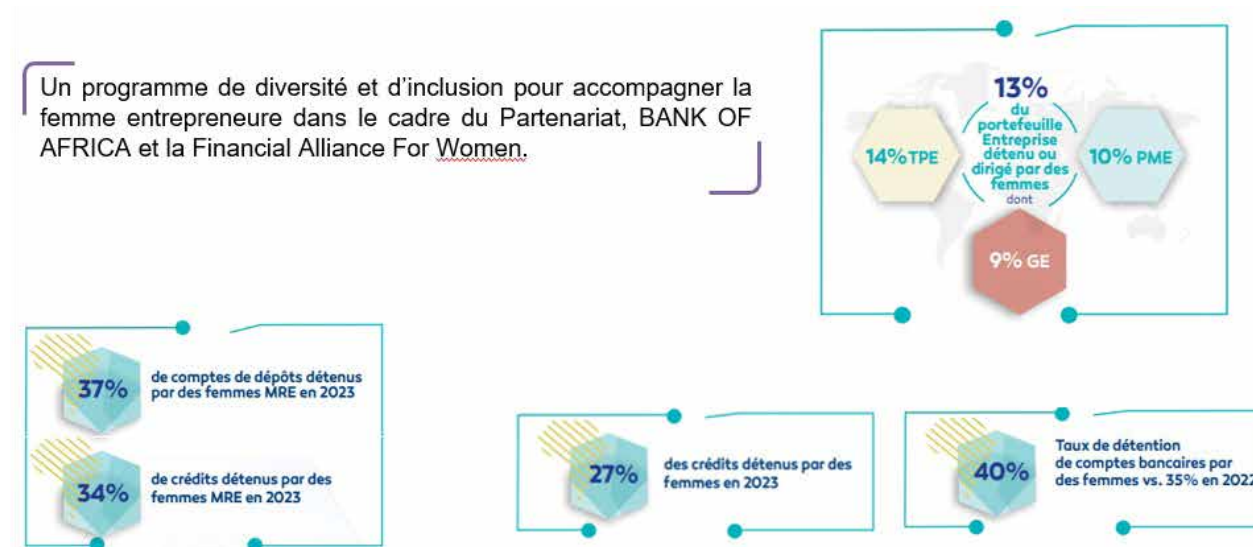


6. Lancement de cycles de formation d'éducation financière ayant pour objectif d'aider les ménages et les salariés à utiliser au mieux leur argent. Il est déployé sous forme d'ateliers de formation auprès des associations, des entreprises partenaires ou des particuliers.

Les modules proposés sont centrés sur la maîtrise du budget, la compréhension et l'usage des produits (moyens de paiement, épargne, crédit). Afin de renforcer l'éducation financière des femmes, **60% des places leur sont réservées.**

Conjointement à l'Observatoire de l'Entreprenariat, une gamme de produits dédiés a été déclinée -«**DAMANE Express Hayki**» et «**Hayki Invest**» -, mettant en lumière les femmes entrepreneurs en activité. De même, une campagne de communication multimédia a été déployée pour valoriser les offres PRO et TPE, sous le slogan «**Entrenez, vous êtes accompagnées**», avec un focus particulier sur l'entrepreneuriat féminin.

Inclusion & autonomisation des femmes



Au travers de l'ensemble de cette démarche, **le Groupe BANK OF AFRICA est devenu un partenaire crédible des territoires**, dont l'expertise est reconnue dans la création d'Activités Génératrices de Revenus et l'inclusion des femmes et des populations vulnérables.

Enfin, et parmi les engagements, en 2022, **BANK OF AFRICA devient la première banque marocaine à intégrer l'initiative partenariale du Pacte Mondial des Nations Unies et de l'ONU Femmes, les «Women's Empowerment Principles»**. S'en est suivi la création, en 2022, au sein du Groupe BANK OF AFRICA, de l'entité dédiée à la **Diversité et l'inclusion**.

Dans le cadre de l'adhésion au WEP, l'ONU Femmes a désigné la banque, en février 2023, comme **établissement pilote pour évaluer ses pratiques et fonctions en marketing et communication sous l'angle de l'égalité entre les sexes**. Cette évaluation a permis de mettre en évidence les points forts de la stratégie du Groupe en matière du Genre, et d'identifier des axes d'amélioration.



Madame Corine Kiame
Présidente de la Lebanese League for
Women in Business (LLWB)

Entrepreneuriat Féminin au Liban:

Défis, Opportunités et Perspectives d'Avenir

*Dans cette entrevue exclusive, nous avons l'honneur d'échanger avec **Madame Corine Kiame**, une figure clé du secteur financier et de l'entrepreneuriat au Liban. Avec un parcours riche en expérience et un engagement fort pour l'autonomisation économique des femmes, Mme Kiame, récemment élue Présidente de la Lebanese League for Women in Business (LLWB), partage avec nous sa vision sur l'accès des femmes entrepreneures aux financements et aux opportunités commerciales dans un contexte économique en mutation.*

Nous explorerons ensemble les défis et opportunités du leadership féminin, les initiatives menées par la LLWB, ainsi que l'impact des nouvelles dynamiques économiques sur l'entrepreneuriat féminin dans le monde arabe. Mme Kiame nous livrera également son analyse sur les solutions à mettre en place pour faciliter l'accès des femmes aux ressources financières, aux réseaux stratégiques et aux marchés internationaux.

Comment renforcer la participation des femmes dans l'économie? Quels sont les leviers à actionner pour favoriser l'essor de leurs entreprises? Quels enseignements tirer des success stories féminines? Autant de questions cruciales que nous aborderons au cours de cette discussion inspirante.



*** Mme Kiame, Pour commencer, pourriez-vous nous parler de votre parcours professionnel et des moments clés qui ont façonné votre carrière, ainsi que des défis que vous avez surmontés en tant que femme leader dans un domaine aussi compétitif?**

J'ai 25 ans d'expérience dans le secteur bancaire et financier. Diplômée de l'Université Saint-Joseph en économie, j'ai poursuivi mes études à Paris, où j'ai obtenu un Master en Finance à l'Université Paris IX Dauphine.

Ma carrière professionnelle a débuté en 2005 à Shuaa Capital PSC Dubai, où nous opérons dans le trading sur les marchés du Levant et du GCC, couvrant 15 pays et atteignant 1 milliard de dollars d'actifs sous gestion. Ce fut une expérience marquante et formatrice.

En 2015, après 12 années d'une riche expérience à Dubaï, j'ai décidé de revenir à Beyrouth à un moment clé pour le Liban. La Banque du Liban venait de publier la Circulaire 331 en 2014, mise en œuvre en 2015, permettant aux banques libanaises d'investir entre 4 % et 6 % de leur capital dans des startups et des entreprises en phase de démarrage. Cette initiative a entraîné un afflux de fonds de gestion de capital-risque, avec le retour de nombreux investisseurs du Liban, de Dubaï et de Londres. Ainsi, 12 fonds de capital-risque ont vu le jour, chacun disposant d'un capital compris entre 30 et 50 millions de dollars, intégralement financé par des banques

commerciales.

En 2015, j'ai rejoint IM Capital, un fonds doté de 15 millions de dollars entièrement financé par l'USAID. Contrairement aux autres acteurs de l'écosystème, nous étions en dehors du cadre de la Circulaire 331, ce qui nous a permis d'adopter une approche différenciée. À ses débuts, IM Capital était l'un des plus petits fonds d'investissement du Liban, mais après huit années de croissance, j'ai quitté mon poste

de Chief Investment Manager en laissant derrière moi un fonds de 79 millions de dollars d'actifs sous gestion, malgré les défis économiques du pays.

En 2023, j'ai été élue Présidente de la LLWB (Lebanese League for Women in Business). L'objectif de la LLWB est de défendre les droits économiques des femmes, de les soutenir dans leurs entreprises et de promouvoir leur accès aux postes de leadership. Nous travaillons actuellement sur un projet de loi visant à imposer un quota de 30 % de représentation féminine dans les conseils d'administration des entreprises privées.

*** Quel est le rôle de la Ligue des femmes d'affaires libanaises dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin au Liban et dans la région arabe? Quelles initiatives phares avez-vous mises en place récemment?**

La Lebanese League for Women in Business (LLWB) a été fondée en 2006. Notre nouveau conseil d'administration, composé de sept femmes, a pris ses fonctions pour un mandat de trois ans (avril 2023 – avril 2026). Bien que notre conseil soit exclusivement féminin, nous croyons en la diversité et aimerions voir une **représentation masculine** au sein de notre gouvernance.

À la LLWB, nous prenons l'**entrepreneuriat**

très au sérieux, en particulier face à la montée **du chômage au Liban**. En effet, à la fin de 2023, le taux de chômage atteignait **>33 %**, contre **11,8 % en 2018**. Après le conflit de l'année dernière, ce chiffre aurait grimpé entre **40 % et 45 %**, bien que les données officielles restent à finaliser. Dans ce contexte, l'entrepreneuriat représente pour nous une **solution essentielle**: il ne s'agit plus seulement de chercher un emploi, mais **de créer son propre travail** afin de préserver **son indépendance économique**. Nous concentrons nos efforts sur la **formation et le renforcement des capacités**, en mobilisant chaque année des financements auprès **d'institutions internationales et de bailleurs de fonds**. Nos projets visent principalement à soutenir des **startups dirigées par des femmes**, en facilitant leur accès au financement et aux marchés, notamment à **l'exportation**. Le marché libanais étant **limité**, nous œuvrons à établir des **partenariats avec des acteurs internationaux** pour aider nos membres à exporter leurs produits, qu'il s'agisse de **technologies ou de biens manufacturés**. Un autre axe fondamental de notre travail est le **plaidoyer pour une plus grande représentation des femmes dans les conseils d'administration**. L'**accès des femmes libanaises au financement** reste extrêmement faible: en **2023, seulement 8 % des femmes étaient entrepreneures**, et parmi elles, **seulement 17 %** ont obtenu un financement auprès des institutions financières. Ce chiffre est alarmant et justifie notre engagement à changer

la donne.

En **2024**, nous avons lancé **12 projets** en faveur des **820 membres** de la LLWB et des **9 100 parties prenantes** impliquées. Nous avons également signé plusieurs **Mémoires d'Entente (MoU)** avec des **institutions internationales et régionales** afin d'accompagner nos membres sur des thématiques essentielles telles que l'exportation, la formation, la gestion budgétaire et le financement, les préparant ainsi à devenir **«investment ready»**. Tous nos projets sont fondés sur des **données précises et détaillées**. Le 12 mars 2024, nous publierons la version finale d'une **étude sur la représentation des femmes dans les conseils d'administration** des entreprises cotées à la **Bourse de Beyrouth (Beirut Stock Exchange - BSE)** et des **institutions publiques**. Financé par l'**Ambassade du Royaume-Uni à Beyrouth**, ce projet révèle des **chiffres préoccupants**:

- **Entreprises cotées en bourse:** Sur **neuf grandes entreprises** (de stature mondiale), les conseils d'administration comptent **63 sièges**, dont **59 occupés par des hommes et seulement 4 par des femmes** i.e.6.3%.
- **Institutions publiques:** La représentation féminine dans les conseils d'administration est de **11,3 %**, avec des écarts notables entre les zones **rurales et urbaines**.

Le **12 mars**, lors d'une **table ronde organisée par la LLWB**, nous discuterons des raisons de cette sous-représentation et des **solutions à mettre en place** pour y remédier.



***Avec les évolutions économiques et technologiques, comment voyez-vous le rôle des femmes entrepreneures évoluer au Liban et dans le monde arabe dans les prochaines années? Quels sont les principaux obstacles qui restent à lever?**

Comme je vous l'ai mentionné précédemment, le nombre de femmes entrepreneures au Liban est extrêmement faible, tout comme l'accès aux financements. Il est important de noter que

l'ensemble de l'écosystème de financement a pratiquement disparu au cours des quatre dernières années, **principalement en raison de la crise bancaire et financière que traverse le pays.**

La **situation des banques et des déposants** a fortement contribué à cette impasse. Depuis la crise économique de 2019, **le secteur bancaire libanais est en grande difficulté**, avec des restrictions strictes sur les retraits et les transferts de fonds. Cette instabilité a non seulement affaibli la confiance des investisseurs, mais elle a aussi paralysé l'octroi de crédits aux particuliers et aux entreprises. **Aujourd'hui, aucun crédit n'a été accordé aux entrepreneurs depuis des années**, rendant encore plus difficile la création et la croissance des startups, en particulier celles dirigées par des femmes.

Afin de comprendre pourquoi si peu de femmes se lancent dans l'entrepreneuriat, au-delà des obstacles financiers déjà identifiés, nous avons mené plusieurs recherches. La dernière étude réalisée par ONU Femmes met en lumière un problème fondamental.

Le paradoxe libanais: un écart frappant entre l'éducation et l'emploi. Aujourd'hui, l'accès à l'enseignement supérieur au Liban est équilibré: 50 % des étudiants sont des femmes et 50 % des hommes. De plus, 47 % des diplômées féminines obtiennent des diplômes supérieurs à ceux de leurs homologues masculins. Pourtant, lorsqu'il s'agit du marché du travail, la situation change radicalement: seulement 28 % des femmes intègrent le monde professionnel, contre 75 % des hommes.

Ce phénomène, qualifié de «paradoxe libanais», souligne une contradiction majeure: bien que les femmes soient hautement éduquées, elles restent largement sous-représentées dans l'emploi et l'entrepreneuriat.

Les freins à l'entrepreneuriat

féminin: des choix de filières limitants:

L'une des principales raisons derrière cette situation est la répartition inégale des femmes dans les filières d'études. Selon les recherches:

- 80 % des étudiantes choisissent les domaines de l'éducation, des arts et des sciences sociales,
- Seulement 16 % des femmes sont présentes dans les filières STEM et ICT (Science, Technologie, Ingénierie et Mathématiques).

Or, nous savons que ces secteurs sont les moteurs de l'économie de demain. L'avenir entrepreneurial repose sur des innovations technologiques, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les énergies vertes et la transformation numérique. Les femmes libanaises étant sous-représentées dans ces domaines, elles sont moins préparées à créer des entreprises compétitives, durables et capables de s'exporter sur le marché global.

Une transformation culturelle et un changement de perception nécessaires:

En plus des obstacles académiques et économiques, les normes sociales et culturelles jouent un rôle déterminant. Dans la société libanaise, l'entrepreneuriat féminin est encore perçu comme secondaire ou risqué, et de nombreuses femmes font face à des barrières psychologiques et familiales qui limitent leurs ambitions.

Pour dépasser ces freins, un effort massif en matière de sensibilisation et de marketing est nécessaire afin de:

- Encourager les jeunes filles à s'orienter



vers les filières technologiques et innovantes dès le lycée et l'université.

- Briser les stéréotypes de genre et montrer des modèles de réussite féminine dans la Tech, l'IA et l'entrepreneuriat.

- Mettre en place des programmes de mentorat et d'accompagnement pour soutenir les femmes dans la création et le développement de leurs startups.

- Créer un environnement favorable à l'investissement dans les entreprises dirigées par des femmes, en facilitant l'accès aux financements et aux réseaux d'affaires.

En somme, si nous voulons voir émerger une génération de femmes entrepreneures au Liban, il est impératif d'agir sur plusieurs fronts: l'éducation, l'accès au financement, la transformation des mentalités et l'adaptation aux enjeux économiques de demain.

*** Quels sont les secteurs les plus résilients au Liban en période de crise, et comment peuvent-ils offrir davantage d'opportunités aux femmes entrepreneures?**

Le Liban a traversé de nombreuses crises au cours des cinq dernières années, impactant tous les secteurs de son économie: la pandémie de COVID-19, l'explosion du port de Beyrouth, la crise énergétique, l'effondrement du système bancaire, et plus récemment, la guerre. Avant ces crises, l'écosystème financier comptait environ 15 institutions spécialisées dans le financement des entrepreneurs. Ces structures ont disparu, car leur financement provenait essentiellement des banques commerciales, elles-mêmes lourdement touchées par la crise. Cependant, dans toute crise, certains secteurs montrent une résilience plus forte que d'autres. Malgré ces bouleversements, certains domaines du financement continuent de mieux performer que d'autres. L'objectif est d'analyser quels secteurs résistent le mieux en période de crise et pourquoi ils parviennent à tirer leur épingle du jeu.

En 2020, par exemple, le secteur technologique

a connu une forte croissance en raison de la pandémie, qui a accéléré la transformation numérique. À l'époque, je travaillais encore à l'IM, et nous avons lancé un fonds de 12 millions de dollars, financé à hauteur de 6 millions de dollars par l'USAID et complété par une levée de fonds privée de 6 millions de dollars, malgré la crise économique. Ce fonds a permis d'investir dans 11 entreprises technologiques au Liban, qui ont su prospérer malgré la crise bancaire et la dévaluation de la livre libanaise.

Un autre secteur ayant bien performé est l'industrie manufacturière locale. Comme vous le savez, la dévaluation d'une monnaie rend les produits nationaux plus compétitifs à l'exportation. De plus, l'hyperinflation a poussé le pays à substituer les importations par une production locale. Ainsi, ces trois dernières années, les entreprises manufacturières locales ont réalisé de belles performances. Par ailleurs, l'effacement massif des dettes locales des entreprises – qui ont pu être réglées à seulement 10 % de leur valeur initiale – a constitué un tournant majeur pour nombre d'entre elles. Cela leur a permis de redevenir compétitives, soit en exportant, soit en remplaçant des produits auparavant importés.

Dans ce contexte, la LLWB va concentrer son action sur quatre secteurs clés:

- L'industrie manufacturière locale, qui a bénéficié de la substitution aux importations et de la compétitivité accrue à l'exportation.
- La tech et la fintech, qui ont démontré leur résilience et leur potentiel de croissance, même en temps de crise.
- Les énergies renouvelables, un secteur stratégique pour l'avenir du Liban, qui doit réduire sa dépendance aux combustibles fossiles.
- Le tourisme, l'hôtellerie et les industries créatives, des secteurs à fort potentiel, notamment pour l'emploi des femmes, et qui s'alignent sur les tendances mondiales en pleine évolution.

Enfin, nous devons anticiper les mutations du

marché du travail: d'ici cinq ans, l'intelligence artificielle transformera profondément les métiers et les compétences requises. Il est donc essentiel de suivre cette évolution et d'adapter nos stratégies en conséquence.

- Selon vous les banques ont-elles un rôle de moteur ou freinent-elles encore l'entrepreneuriat?

Les banques jouent un rôle moteur dans le soutien à l'entrepreneuriat, notamment en participant à des initiatives telles que le 2X Challenge. Lancées en 2018 par les institutions de financement du développement (IFD) des pays du G7, cette initiative vise à mobiliser des investissements en faveur de l'autonomisation économique des femmes.

Le 2X Challenge définit une entreprise dirigée par des femmes selon les critères suivants:

1. **Leadership féminin:** présence d'au moins une fondatrice ou cofondatrice, ou une femme occupant un poste de direction influent (PDG, Directrice Générale, CFO, COO, etc.).
2. **Propriété féminine:** détention d'au moins 51 % du capital par des femmes pour les PME, ou 20 % pour les grandes entreprises.
3. **Employées femmes:** au moins 30 % de l'effectif total composé de femmes.
4. **Conseil d'administration:** au moins 30 % des sièges occupés par des femmes.
5. **Produits et services inclusifs:** offre de produits ou services répondant aux besoins des femmes ou contribuant à leur autonomisation économique.

Ces critères permettent aux institutions financières et aux investisseurs d'identifier et de promouvoir les entreprises favorisant la participation économique des femmes.

Il est essentiel que les banques et les institutions financières proposent des taux avantageux aux femmes entrepreneures. Toutes les recherches démontrent que la diversité au sein des entreprises favorise une meilleure performance financière et économique. Selon une étude d'ONU

Femmes, chaque dollar investi dans une femme génère en moyenne 0.78 USD de revenus, contre seulement 0,31 USD lorsqu'il est investi dans un homme. Cette différence significative souligne l'impact économique direct de l'autonomisation financière des femmes. De plus, une étude du European VC Network révèle qu'une augmentation de 10 % du nombre de femmes au sein d'une institution entraîne une hausse de 1,33 % du rendement global. Ces chiffres confirment que les entreprises et institutions ayant une représentation féminine plus élevée sont plus performantes et plus rentables.

Au Liban, une étude économique indique que si le taux de participation des femmes dans la population active augmentait de 25 %, le PIB du pays connaîtrait une croissance équivalente de 9 %. Cela démontre que l'intégration accrue des femmes dans l'économie est non seulement une question d'équité, mais aussi une stratégie efficace pour stimuler la croissance économique nationale et régionale.

Ainsi, les banques et institutions financières ont tout intérêt à appliquer les principes du 2X Challenge, non seulement pour identifier les entreprises dirigées par des femmes, mais aussi pour leur accorder des conditions de financement préférentielles. Offrir des taux avantageux aux femmes entrepreneures ne constitue pas une mesure de faveur, mais une décision stratégique basée sur des résultats concrets, favorisant un retour sur investissement plus élevé et une croissance économique plus inclusive.

*** Quels sont les biais technologiques qui désavantagent les femmes dans l'intelligence artificielle et comment peut-on les corriger pour une meilleure inclusion?**

Sur le plan technologique, j'ai une forte inclination pour deux secteurs en particulier: la fintech et le domaine médical. Cependant, ces deux industries restent particulièrement difficiles à pénétrer et à transformer de manière significative.

D'un point de vue des outils technologiques,

un enjeu critique se pose. Par exemple, les solutions d'intelligence artificielle, comme ChatGPT, présentent des biais structurels qui désavantagent les femmes. Ces technologies sont souvent formées sur des ensembles de données qui reflètent des inégalités existantes, ce qui perpétue un certain déséquilibre dans leur utilisation et leur impact. Il est essentiel d'agir pour garantir que l'intelligence artificielle et les outils numériques servent à réduire les écarts plutôt qu'à les creuser.

On parle souvent du plafond de verre (Glass ceiling), cette barrière invisible qui empêche les femmes d'accéder aux plus hauts postes et opportunités. Mais, selon moi, il est encore plus pertinent de parler du plancher collant (sticky floor), un phénomène insidieux qui maintient les femmes dans des positions précaires et limite leur progression dès le départ. Ce sont ces freins structurels qu'il faut déconstruire.

Nous pouvons et devons faire mieux. Il est essentiel que nous, les femmes, ayons confiance en nos capacités et en nos ambitions. Trop de femmes hésitent encore à chercher un financement pour leurs projets, convaincues qu'elles ne seront pas éligibles ou qu'elles n'ont pas les compétences requises. Ce manque de confiance est un obstacle majeur que nous devons surmonter, en valorisant nos idées, en osant solliciter du **soutien, et en croyant fermement en notre**

potentiel entrepreneurial.

*** La Ligue des femmes d'affaires libanaises travaille-t-elle actuellement avec des banques ou des organisations internationales pour soutenir l'entrepreneuriat féminin?**

Nous sommes aujourd'hui plus proches des incubateurs et des accélérateurs, mais la **Lebanese League for Women in Business (LLWB)** ne dispose pas de connexions directes ni de partenariats avec les banques au Liban. Cette situation s'explique par l'effondrement du système bancaire, qui a fortement impacté les mécanismes de financement des incubateurs et des accélérateurs.

Si l'accès au financement demeure un défi majeur, nous avons en revanche développé un important réseau en matière d'**accès au marché**. À ce titre, nous avons signé des **protocoles d'accord (MoU)** avec plusieurs institutions clés, notamment **l'ESA Business School, l'Arab Open University, Fairtrade, LAU et l'Institut des Finances**, dans le but de renforcer les capacités et de proposer des formations adaptées aux besoins de nos membres entrepreneures.

Toutefois, l'accès au financement ne peut pas reposer uniquement sur des initiatives individuelles ou sectorielles. Il est crucial qu'il soit abordé à une **échelle nationale**, à travers





des politiques et des stratégies de soutien adaptées aux besoins des femmes entrepreneures libanaises. Une approche systémique et coordonnée, impliquant les acteurs publics et privés, est nécessaire pour garantir un environnement plus propice au développement de leurs projets et à leur inclusion dans l'économie.

*** Avez-vous un exemple d'une femme entrepreneure libanaise ou arabe qui a réussi grâce au soutien de la LLWB ou d'une banque partenaire? Quel impact cette réussite a-t-elle eu sur sa communauté?**

Le parcours de nombreuses femmes entrepreneures libanaises témoigne de la résilience et du potentiel du leadership féminin dans l'innovation et la technologie, même dans un contexte économique difficile. Deux exemples marquants illustrent cette dynamique:

1. MYKI – Une Success Story Libanaise dans la Cybersécurité

MYKI, une startup libanaise spécialisée dans la gestion décentralisée des identités numériques et des mots de passe, a récemment été acquise par la société technologique américaine JumpCloud, un leader mondial du secteur. Cette acquisition marque une avancée majeure pour l'écosystème des startups libanaises, démontrant

que l'innovation locale peut atteindre une reconnaissance internationale.

Grâce à son modèle unique de gestion des identifiants, MYKI a contribué à renforcer la cybersécurité et la protection des données pour des milliers d'utilisateurs à travers le monde. Cette réussite illustre l'impact des femmes entrepreneures dans la tech, et leur capacité à développer des solutions innovantes répondant aux défis numériques globaux.

2. OSTAZ (Anciennement SYNKERS) – Révolutionner l'Éducation en Ligne

Autre exemple inspirant, la startup Synkers, cofondée en 2017 par Audrey Nakad et Zeina Sultan, a été rachetée par Inspired Education Group, un groupe éducatif mondial, et rebaptisée Ostaz. Cette plateforme de tutorat en ligne, née au Liban, a révolutionné l'accès à l'éducation personnalisée dans la région MENA, en mettant en relation des étudiants et des tuteurs qualifiés via une interface numérique intuitive.

Ce rachat représente une étape clé pour l'EdTech dans le monde arabe, prouvant que l'innovation dans l'éducation peut franchir les frontières et s'intégrer à des réseaux internationaux. Ostaz continue d'avoir un impact significatif sur l'apprentissage des jeunes, en rendant le soutien scolaire accessible à un plus grand nombre d'étudiants, indépendamment de leur

localisation ou de leur situation économique.

Ces deux exemples démontrent que les startups dirigées par des femmes libanaises ont le potentiel de transformer des industries clés, comme la cybersécurité et l'éducation. Leur succès encourage non seulement d'autres femmes à entreprendre, mais stimule également l'écosystème entrepreneurial libanais, en attirant des investisseurs et en créant des opportunités d'emploi.

Ces réussites montrent également l'importance de l'accès au financement, à l'accompagnement et aux réseaux professionnels, des facteurs déterminants pour permettre aux entrepreneures de scaler leurs entreprises et de conquérir des marchés internationaux. L'implication des incubateurs, accélérateurs et institutions financières est essentielle pour continuer à favoriser l'émergence de nouvelles success stories féminines dans le monde des startups au Liban et dans la région arabe.

*** Que pensez-vous du concours InspireHer lancé par l'Union des Banques Arabes en partenariat avec l'Union pour la Méditerranée? Croyez-vous que de telles initiatives peuvent réellement transformer l'accès des femmes entrepreneures aux financements et aux opportunités**

commerciales?

*** Si vous aviez une recommandation pour maximiser l'impact de ce concours, quelle serait-elle?**

Je suis convaincue que le concours InspireHer représente une avancée majeure pour faciliter l'accès des femmes entrepreneures au financement. Toutefois, l'enjeu principal ne réside pas uniquement dans l'obtention des fonds, mais surtout dans l'accompagnement post-financement. En effet, une gestion stratégique du capital est essentielle:

- Certaines entreprises, par crainte de prendre des risques, n'utilisent pas efficacement les fonds obtenus et finissent par sous-performer.
- D'autres, au contraire, dépensent leur capital trop rapidement et se retrouvent en difficulté financière, voire en faillite.

La clé du succès réside dans une approche flexible et agile, où les entrepreneures comprennent comment le marché réagit à leur produit et ajustent leur stratégie en conséquence. Il ne suffit pas d'accéder au financement, encore faut-il savoir l'utiliser intelligemment pour assurer la croissance et la pérennité de l'entreprise.

Pour que InspireHer ait un impact durable et efficace, plusieurs éléments doivent être pris en



compte:

1- Un accompagnement post-investissement structuré

- Le mentorat et le coaching sont essentiels après l'obtention des fonds. Un suivi régulier permettrait aux entrepreneures de bénéficier des conseils d'experts et d'éviter les erreurs courantes dans la gestion du capital.

2- Une représentation au sein des instances décisionnelles

- La présence de femmes au conseil d'administration ou dans les organes de gouvernance des entreprises financées peut renforcer leur position et assurer une meilleure gestion stratégique à long terme.

3- Des instruments financiers adaptés aux femmes entrepreneures

- Il est crucial de s'assurer que les solutions financières proposées dans le cadre du concours soient conçues pour répondre aux besoins spécifiques des femmes. Cela pourrait inclure des taux d'intérêt préférentiels, des délais de remboursement flexibles ou des conditions de financement adaptées pour favoriser la croissance des entreprises dirigées par des femmes.

En intégrant ces éléments, InspireHer pourrait véritablement transformer l'accès des femmes au financement et leur offrir des opportunités concrètes de développement économique. L'objectif ne doit pas seulement être d'accorder des fonds, mais d'accompagner

ces entrepreneures vers une gestion efficace et durable de leur capital, pour garantir le succès de leurs entreprises et leur impact à long terme.

* Avant de conclure, avez-vous un message que vous aimeriez adresser aux femmes entrepreneures qui, malgré les défis, souhaitent lancer ou développer leur entreprise?

Soyez audacieuses, osez, et avancez avec détermination. Trop de femmes talentueuses hésitent, se retiennent ou reculent face à l'incertitude ou aux situations inconfortables. Pourtant, le courage ne signifie pas l'absence de peur, mais la capacité d'agir malgré elle. Chaque jour apporte son lot de doutes et de défis, mais il faut avancer même avec la peur.

L'entrepreneuriat n'est jamais un chemin tranquille, il est souvent semé d'embûches, d'incertitudes et de décisions difficiles. Mais c'est aussi un puissant levier de transformation personnelle et collective. Le secteur privé détient une force immense pour créer des opportunités et briser les barrières, mais il ne suffit pas d'initiatives isolées. Nous avons besoin d'un véritable mouvement, d'une dynamique collective où les femmes s'entraident, se soutiennent et s'élèvent ensemble.

Alors, ne vous sous-estimez pas, n'attendez pas l'environnement idéal, lancez-vous! Le changement commence avec celles qui osent, même lorsque tout semble incertain.





خدماتنا الإلكترونية

يقدم مصرف الجمهورية
الخدمات الإلكترونية لعملائه
ويساعدهم على إجراء معاملاتهم
وإنهاء مهامهم بشكل سريع وسلس



VISA

+

Plus

X

PAY

BUSINESS

خدمة الصراف الآلي ATM خدمة نقاط البيع P.O.S

خدمة الرسائل 16016 المركز الصوتي 1500

نحرص في مصرف الجمهورية على مواكبة كل ما هو متطور
في عالم التكنولوجيا بهدف منح عملائنا أحدث الخدمات
إذ نكرس جهودنا للعمل بجد لجعل حياتهم أكثر مرونة وسهولة .



Hedwige Nuyens - Présidente de European Women on Boards (EWOB): Briser les Plafonds de Verre pour un Leadership Féminin Plus Fort

Dans un monde où la parité reste un défi majeur, Hedwige Nuyens, Présidente de European Women on Boards (EWOB), incarne une force motrice pour l'égalité des sexes dans la gouvernance des entreprises. Lauréate du titre de Femme d'Affaires de l'Année en 1999, mentor dévouée et fervente défenseuse du leadership féminin, elle œuvre sans relâche pour faire évoluer les mentalités et les pratiques en faveur d'une représentation équilibrée des femmes dans les postes décisionnels. À travers cette entrevue exclusive, elle partage avec Revue UBA sa vision, les avancées de son organisation, les défis persistants et les stratégies pour accélérer l'accès des femmes aux conseils d'administration et aux postes exécutifs en Europe et au-delà. Un dialogue inspirant qui résonne particulièrement dans le contexte de la transformation du secteur bancaire et entrepreneurial arabe.

1. Vous êtes une fervente défenseuse de la diversité de genre, depuis votre élection comme Femme d'Affaires de l'Année en 1999 jusqu'à votre rôle de mentor pour des centaines de femmes et votre leadership chez European Women on Boards. Quelles expériences personnelles ont le plus marqué votre engagement pour la promotion des femmes dans les postes de direction?

En fait, mon engagement remonte à mon enfance. Mes parents voulaient à tout prix un garçon et étaient terriblement déçus de me voir arriver: une seconde fille. À tel point qu'ils n'avaient pas choisi de nom pour une fille. Cela a créé en moi



un profond désir de bâtir un monde plus juste, où chacun puisse être reconnu pour sa propre valeur, sans distinction de genre. Je me suis promis, très tôt, de faire bouger les choses, et à chaque étape de ma carrière j'ai renforcé mon engagement pour une plus grande égalité entre les hommes et les femmes.

2. EWOB s'est fixé des objectifs ambitieux, notamment la constitution d'un vivier de 1 000 femmes prêtes à occuper des postes de direction, l'expansion de son influence à travers l'Europe et la promotion de politiques plus fortes en matière d'égalité des sexes. Quels progrès ont été réalisés jusqu'à présent et quels défis majeurs avez-vous rencontrés?

L'idée de constituer un vivier de talents de 1 000 femmes est une réponse aux préjugés que nous connaissons tous: On voudrait plus de femmes dans des postes de direction, mais: « on ne les trouve pas », « elles n'ont pas les diplômes nécessaires », « elles n'ont pas l'expérience professionnelle adéquate » ou « elles ne sont pas disponibles ». Foutaise, tout cela. Nous avons tenu notre promesse: plus de 1 000 femmes ont suivi nos formations, participé à nos événements et rejoint notre communauté de talents.

3. La directive européenne sur la parité dans les conseils d'administration impose que, d'ici 2026, les femmes occupent 40 % des postes d'administrateurs non exécutifs ou 33 % de l'ensemble des postes d'administrateurs dans les entreprises cotées. Comment voyez-vous cette

législation transformer la gouvernance des entreprises en Europe et quel rôle joue EWOB dans sa mise en œuvre?

La directive européenne va créer un incitatif majeur pour les entreprises cotées afin de rechercher et de trouver des femmes hautement qualifiées pour rejoindre les conseils d'administration. Des travaux de recherche ont démontré que les femmes sont généralement plus jeunes, très bien préparées tout en apportant des compétences nouvelles. Nous observons également que les entreprises acceptent volontiers des femmes de nationalité étrangère, ce qui diversifie encore plus la composition du conseil d'administration. EWOB contribue à ce mouvement en travaillant de pair avec les entreprises, en préparant les femmes à des postes d'administratrices et en collaborant avec des chasseurs de têtes. Nous recevons régulièrement des demandes visant à recommander des femmes talentueuses pour des postes vacants.

4. Bien que des progrès aient été réalisés pour accroître le nombre de femmes dans les conseils d'administration, l'accès aux postes exécutifs de haut niveau (PDG, DAF, etc.) reste limité. Quelles sont,

selon vous, les stratégies les plus efficaces pour combler cet écart et garantir une meilleure représentation des femmes aux postes de direction?

La directive européenne permet de choisir entre un objectif de 40% de femmes dans les rôles non exécutifs ou 33 % dans les rôles exécutifs et non exécutifs. Certains pays, comme la Pologne,



choisissent le deuxième objectif, ce qui va évidemment augmenter la présence des femmes dans les comités exécutifs. La France est allée encore plus loin en prévoyant un objectif de 40 % pour les deux niveaux: conseil d'administration et comité exécutif. Cela a donné lieu à une recrudescence des nominations de femmes CEOs. C'est un autre exemple de l'effet positif des objectifs.

5. Étant donné l'importance mondiale de la diversité de genre dans la gouvernance des entreprises, European Women on Boards envisage-t-il des collaborations avec des institutions de la région arabe pour promouvoir le leadership féminin et la représentation des femmes dans les conseils d'administration? Quels enseignements de l'Europe pourraient être pertinents pour le secteur bancaire et entrepreneurial arabe?

Oui, absolument. En premier lieu, nous avons mis en place des collaborations à travers toute l'Europe. Nous couvrons à présent 33 pays. Nous sommes ouverts à un dialogue avec des organisations en dehors de l'Europe qui partagent notre volonté de promouvoir le rôle des femmes dans les instances de décision. Nous avons un partenariat avec la Turquie, par exemple, et des universités américaines. European Women on Boards a également contribué à des programmes de formation pour des femmes leaders au Moyen-Orient (Koweït, Arabie Saoudite...) désireuses de poursuivre leur carrière dans des fonctions dirigeantes ou comme administratrices. Notre expérience des dix dernières années démontre que le changement est plus rapide quand on travaille sur plusieurs leviers: créer un vivier de talents féminins, prévoir des formations et des programmes de mentoring et de sponsoring, établir des objectifs au niveau des entreprises, bénéficier du soutien des autorités publiques et, enfin, collaborer au maximum avec les entreprises, leurs dirigeants, et trouver des hommes alliés.

6. À l'horizon des cinq prochaines années, quelle est votre vision pour EWOB? Comment envisagez-vous son rôle dans la poursuite de la promotion de l'égalité des sexes dans les conseils d'administration et les postes de direction, en Europe et au-delà?

En premier lieu, nous soutenons la mise en œuvre de la directive européenne dans les 27 États membres. Cela permettra une augmentation significative du nombre de femmes dans des milliers d'entreprises. Nous suivons l'avancement à travers nos reportings réguliers. Deuxièmement, nous allons continuer à élargir notre vivier de talents. Nous souhaitons également développer une formation pour des femmes qui ont déjà un premier poste d'administratrice, mais qui souhaitent enrichir leur portefeuille ou assumer un rôle de présidente de comité technique ou de présidente du conseil d'administration.

Troisièmement, nous voulons multiplier nos actions auprès des entreprises et promouvoir une plus grande transparence dans la recherche de nouveaux administrateurs. Nous constatons de plus en plus de postes vacants sur des plateformes dédiées comme Nurole, LinkedIn ou Virtual NonExec. Nous travaillons avec ces organisations et publions des postes vacants sur la plateforme pour nos membres.

Notre but est d'arriver à une situation où l'équilibre des genres au sein des instances dirigeantes devient la norme, permettant d'utiliser tous les talents, d'augmenter la qualité des décisions, la capacité d'innovation et d'être mieux préparé aux nombreux défis auxquels les entreprises font face.



L'ONUUDI et les institutions financières unissent leurs forces pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes

L'autonomisation économique des femmes est un levier essentiel du développement durable. Pourtant, dans la région MENA, seules 23 % des entreprises sont détenues par des femmes, un chiffre bien en deçà de la moyenne mondiale. Les institutions financières ont un rôle clé à jouer pour combler cet écart en facilitant l'accès aux financements, en proposant du mentorat et en offrant des formations adaptées.

Pionnière dans cette transformation, l'ONUUDI collabore étroitement avec les banques et les fonds de développement pour soutenir les entrepreneures. À travers des partenariats stratégiques et des programmes ciblés, l'ONUUDI œuvre pour renforcer l'inclusion financière, dynamiser les entreprises dirigées par des femmes et accélérer les progrès vers les Objectifs de Développement Durable (ODD). Cet article met en lumière les initiatives phares et les succès qui façonnent l'avenir de l'entrepreneuriat féminin dans la région.



Rien ne peut freiner HUDA JANAH!



Malgré de nombreux obstacles, cette entrepreneure bahreïnienne n'a jamais renoncé à son ambition. Avec détermination et persévérance, elle a su surmonter les défis et, grâce au soutien de l'ONUUDI et à un prêt de la Bahrain Development Bank, elle a fondé sa première entreprise. Aujourd'hui, elle dirige huit sociétés, emploie 85 personnes et possède une fortune estimée à 25 millions de

dollars. Huda incarne à la perfection l'impact transformateur de l'autonomisation économique des femmes.

À l'image de Huda, de nombreuses femmes de la région MENA font preuve d'un dynamisme remarquable. Pourtant, elles ne possèdent que 23 % des entreprises, (contre 34 % à l'échelle mondiale). Pour libérer pleinement leur potentiel entrepreneurial, elles doivent bénéficier d'une inclusion financière qui stimule l'innovation, renforce l'autonomie économique de leurs familles et dynamise leurs communautés. Ce cercle vertueux favorise la stabilité socio-économique et accélère la croissance économique de la région.

Les institutions financières ont le pouvoir d'impulser la transformation nécessaire en proposant des financements, du capital-risque et des prêts spécialisés. Elles peuvent également jouer un rôle clé en apportant un soutien non financier, notamment à travers du conseil en

gestion, du mentorat et des programmes de formation. En adoptant cette approche, elles contribuent directement à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), et plus particulièrement à l'ODD 5 «**Égalité entre les sexes**», l'ODD 8 «**Travail décent et croissance économique**», et l'ODD 9 «**Industrie, innovation et infrastructures**».

L'importance stratégique des institutions financières est également mise en avant dans le rapport du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, «**Six Transitions: Parcours d'investissement pour atteindre les ODD** », qui souligne que l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes sont des moteurs essentiels du développement durable.

Pour l'ONUDI, investir dans l'entrepreneuriat féminin est une nécessité économique pour favoriser une croissance durable et une prospérité partagée, notamment dans la région MENA. L'Organisation reconnaît le rôle fondamental des femmes dans l'innovation, la réduction de la pauvreté et la création d'emplois. C'est pourquoi elle mène des actions concrètes :

- **À l'occasion de la Journée internationale des femmes 2024**, l'ONUDI a souligné l'importance d'investir dans les femmes pour accélérer le progrès, mettant en avant ses initiatives visant à leur fournir les compétences essentielles et un accès équitable aux ressources productives et financières.

- **Lors du Vienna Discussion Forum 2024**, l'ONUDI a insisté sur le rôle crucial de l'égalité des sexes dans la gestion durable des déchets et la protection de l'environnement, en mettant en lumière le fait que près de la moitié de ses projets contribuent directement aux objectifs d'égalité des genres.

- **Lors de la récente Conférence «Un monde sans faim»**, l'ONUDI a présenté ses stratégies pour renforcer l'autonomisation des femmes dans l'agro-industrie, en comblant les écarts liés au genre et en améliorant l'accès des entreprises dirigées par des femmes aux marchés.

- **Le programme de formation de l'ONUDI à l'investissement sous l'angle du genre** dote les investisseurs à impact et les entrepreneurs des connaissances et des outils nécessaires pour intégrer une analyse de genre dans leurs décisions d'investissement, favorisant ainsi une approche plus inclusive et durable du financement.

De plus, l'ONUDI reconnaît que l'inclusion financière – en particulier l'amélioration de la littératie financière et l'élargissement de l'accès au capital – joue un rôle clé dans la réduction de l'écart entre les institutions financières et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Dès l'an 2000, le Bureau de promotion des investissements et des technologies de l'ONUDI à Bahreïn (ITPO Bahrain) a noué un partenariat stratégique avec la Bahrain Development Bank (BDB) pour renforcer le financement des MPME.

Ensemble, ils ont conçu et mis en œuvre un plan ambitieux alliant financement, accompagnement entrepreneurial, mentorat et accès aux marchés.

Ce partenariat a abouti à une injection de capital de 50 millions de dollars du Fonds koweïtien pour le développement, permettant à la BDB de créer le Bahrain Business Incubator Center. Ce centre a joué un rôle essentiel en offrant aux entrepreneurs non seulement un accès facilité aux financements à des conditions avantageuses, mais également des services de soutien non financiers, contribuant ainsi à la croissance et à la pérennisation des entreprises.

L'ONUDI a également joué un rôle clé dans

la création d'un fonds de capital-risque de 50 millions de dollars, en partenariat avec Kuwait Finance House, pour soutenir des projets à fort potentiel à Bahreïn et en Jordanie. Ce modèle innovant, combinant services financiers et accompagnement non financier, a depuis été adopté par plusieurs grandes institutions financières arabes, dont la Bank of Khartoum et la National Bank of Egypt, témoignant ainsi de son efficacité et de son impact durable sur l'écosystème entrepreneurial de la région.



S'appuyant sur ces succès, l'ONUDI poursuit le renforcement de ses partenariats avec les principaux fonds de développement régionaux, notamment le Groupe de la Banque Islamique de Développement et la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique.

Dans cette dynamique, l'ONUDI, en collaboration avec l'Union des Banques Arabes et leurs partenaires, développe le programme « Financement islamique et arabe pour la transformation économique en Afrique et dans la région arabe ». Cette initiative ambitieuse vise à renforcer la compétitivité et la résilience des PME, en mettant un accent particulier sur celles dirigées par des femmes. Elle prévoit un soutien financier et technique complet, ainsi que des opportunités accrues d'accès aux marchés. Les études de cas suivantes illustrent l'impact tangible de l'ONUDI dans l'autonomisation économique des femmes dans la région MENA.

Étude de cas : La Family Bank au Soudan et l'ITPO Bahreïn de l'ONUDI soutiennent les femmes entrepreneures

Afin de faciliter la transition des femmes entrepreneures du secteur informel vers le secteur formel et de leur permettre de développer leurs activités, l'ONUDI et la Family Bank ont conjointement institutionnalisé l'approche Entrepreneurship Development and Investment Promotion (EDIP).

Au total, la banque a distribué 577,6 millions de livres soudanaises, bénéficiant ainsi à 84 363 femmes, soit 32 % de l'ensemble des bénéficiaires. Fort de ce succès remarquable, le Centre national soudanais pour les services non financiers a été créé en 2014 afin de renforcer les capacités entrepreneuriales et de favoriser une inclusion financière plus large. En 2018, sur proposition de la Chambre islamique de commerce, d'industrie et d'agriculture (ICCIA), cette initiative a été distinguée par le Bureau des Nations Unies pour

la coopération Sud-Sud comme l'une des cinq meilleures initiatives mondiales contribuant à l'ODD 5 (Égalité des sexes).

Dans la foulée de cette reconnaissance, l'ICCIA a sollicité l'Organisation de la coopération islamique

(OCI) pour étendre ce modèle à plus grande échelle. Il a ainsi été adopté comme une initiative phare lors de la 7^e Conférence ministérielle sur les femmes, tenue en décembre 2018 au Burkina Faso, dans la région du G5 Sahel, incluant la Mauritanie.



Sonia Ferchichi, propriétaire de l'entreprise de transformation de cactus Biozelfen, présente ses produits à l'actrice et influenceuse tunisienne Chekra Rameh lors d'un salon.

Étude de cas : Une entrepreneure visionnaire

L'entrepreneure bahreïnienne Huda Janahi a fondé Global Cargo and Traveler Services avec un capital initial modeste de 3 000 dollars. Confrontée à de nombreux obstacles, notamment le refus de son immatriculation commerciale en raison de préjugés de genre, elle a fait preuve de résilience et de détermination pour surmonter ces défis et concrétiser son projet. Grâce au soutien de l'ONUDI, elle a obtenu son immatriculation en 2001 et a pu sécuriser un prêt de 100 000 dollars auprès de la Bahrain Development Bank, lui permettant ainsi de développer son activité.

Au fil des années, Huda a considérablement étendu son entreprise, aboutissant en 2008 à une fusion de 3 millions de dollars avec la Global Logistic Company du Koweït. Aujourd'hui, elle est à la tête de huit entreprises opérant dans divers secteurs, emploie 85 personnes, et détient une fortune estimée à 25 millions de dollars.

Son parcours exceptionnel lui a valu d'être classée parmi les femmes les plus influentes du monde arabe par Forbes pendant deux années consécutives. Elle a également reçu plusieurs distinctions prestigieuses, dont le Prix Mohammed

bin Rashid pour les jeunes entrepreneurs et le Prix Indira Gandhi Priyadarshini. En 2008, lors du Forum économique mondial de Davos, organisé en Égypte, le président George W. Bush l'a saluée comme « un exemple inspirant pour toute la région ».

Étude de cas: Une entrepreneure d'envergure internationale

Sonya Janahi, fondatrice et PDG de Maya La Chocolaterie et The Living Concepts, est une pionnière dans l'industrie du chocolat artisanal à Bahreïn. Il y a plus de dix ans, elle a lancé Maya La Chocolaterie, la première marque artisanale de chocolat du pays, qu'elle a transformée en une franchise régionale florissante. Animée par sa passion pour le chocolat, elle est devenue chocolatière professionnelle certifiée auprès de l'École Chocolate et continue de guider et de mentorer les chefs de Maya.

En tant qu'entrepreneure visionnaire à l'échelle mondiale, Sonya a bénéficié du soutien de l'ITPO Bahrain de l'ONUDI, qui a facilité l'obtention d'une subvention de 100 000 dollars de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique afin de financer une étude de faisabilité pour une usine de transformation du cacao en Côte d'Ivoire. Cette initiative stratégique vise à dynamiser le développement économique et industriel dans la région, avec le potentiel de transformer l'industrie du cacao tout en créant de nouvelles opportunités d'emploi pour les femmes et les jeunes.



Membres d'un groupe de développement agricole de Kasserine récoltant des figes de Barbarie.

Étude de cas : Du « fruit des pauvres » à la cosmétique de luxe – L'autonomisation des femmes à travers l'industrie du cactus en Tunisie

L'ONUDI, en partenariat avec le Ministère tunisien de l'Agriculture, a mis en œuvre un projet ambitieux de 7,9 millions d'euros, financé par le Secrétariat d'État à l'Économie de la Confédération suisse, visant à développer une industrie florissante de la cosmétique à base de cactus tout en luttant contre les inégalités systémiques entre les sexes. En rapprochant les productrices des consommateurs et en faisant de l'inclusion du genre un axe central, ce projet a permis de transformer le secteur et d'autonomiser les femmes tunisiennes à chaque étape de la chaîne de valeur.

Les entreprises dirigées par des femmes ont bénéficié d'un soutien financier et technique pour lancer et développer leurs activités. L'accompagnement comprenait notamment :

- La création et le développement de marques et d'emballages attractifs,
- L'initiation aux techniques de commerce en ligne et de marketing digital,
- La participation à des salons commerciaux internationaux pour favoriser l'exportation,
- La réalisation d'essais cliniques pour garantir la qualité et la conformité des produits.

En parallèle, l'ONUDI a organisé des formations pratiques pour aider les entrepreneures à diversifier leur gamme de produits dérivés du cactus, notamment des savons, crèmes, vinaigres, jus et confitures. De plus, les femmes gestionnaires d'exploitations agricoles ont été formées aux bonnes pratiques agricoles, y compris l'agriculture biologique et la gestion des nuisibles. L'introduction de techniques avancées de transformation post-récolte et artisanale a également permis aux productrices d'améliorer

la qualité de leurs produits, d'accéder à des marchés à plus forte valeur ajoutée et d'augmenter significativement leurs revenus.

Des interventions ciblées tout au long de la chaîne de valeur ont permis de faire de l'huile de pépins de figue de barbarie biologique un ingrédient phare de l'industrie cosmétique en Tunisie. Entre 2020 et 2023, les exportations ont bondi de 160 %, témoignant de l'essor rapide de ce marché. Aujourd'hui, 52 entreprises commercialisent cette huile et d'autres produits dérivés à l'international, renforçant ainsi la position de la Tunisie sur la scène mondiale.

Pionnière dans le domaine, la Tunisie est devenue le premier pays au monde à développer une norme technique officielle visant à standardiser les caractéristiques de cette huile, garantissant sa qualité et protégeant sa réputation croissante à l'international. Depuis 2016, plus de 1 000 emplois féminins ont été créés dans le secteur de la figue de barbarie. Parmi ces nouvelles recrues, 24 % occupent des postes de management, marquant une avancée majeure vers une plus grande représentation des femmes dans des rôles de leadership.

Découvrez-en plus sur l'ONUDI:
www.UNIDO.org

<https://gbv.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/uploads/documents/Wilson-Women%20Entrepreneurship%20Report-Final-v2.pdf>

World Bank Entrepreneurship | World Bank Gender Data Portal

Le Leadership du CIBAFI dans l'Autonomisation des Femmes: **Vers une Inclusion Renforcée en Finance Islamique**

Par Mme Zainab Al Owainaty

Directrice de l'Administration et des Finances au CIBAFI



L'autonomisation des femmes est un levier essentiel pour favoriser un développement inclusif et garantir une prospérité économique durable. En facilitant l'accès des femmes aux services financiers et en encourageant leur participation active au marché du travail, les sociétés peuvent exploiter pleinement leur potentiel. Le rôle des femmes dans le développement économique est universellement reconnu comme un moteur clé de la croissance durable et de la stabilité sociale.

Dans le cadre de la finance islamique, l'autonomisation des femmes s'inscrit pleinement dans les principes fondamentaux de justice, d'équité et de répartition équitable des richesses, qui sont au cœur même de cette approche financière.

L'Évolution du Leadership Féminin dans l'Industrie de la Finance Islamique

Au fil des années, des progrès notables ont été accomplis en matière d'autonomisation des femmes, en leur offrant des compétences essentielles et des opportunités équitables. Les institutions financières jouent un rôle déterminant dans cette transformation en développant des services financiers adaptés et en instaurant des

environnements de travail inclusifs et favorables à l'épanouissement professionnel des femmes. Ancrée dans des valeurs d'équité, de justice et de partage de la richesse, la finance islamique constitue un levier puissant pour renforcer l'autonomisation économique des femmes et favoriser leur pleine participation au

développement économique.

L'industrie de la finance islamique a connu ces dernières années une évolution significative, avec une présence féminine grandissante aux postes de direction à travers plusieurs juridictions. Aujourd'hui, des femmes occupent des fonctions de haut niveau au sein des banques islamiques et des institutions financières dans des pays tels que Bahreïn, l'Égypte, la Malaisie, le Maroc, le Soudan et les Émirats arabes unis. Cette transformation marque une avancée majeure dans un secteur historiquement dominé par le leadership masculin. Elle témoigne d'une reconnaissance accrue de la valeur ajoutée des femmes dans la gouvernance stratégique, le succès des organisations et le développement de

l'industrie financière islamique.

Le CIBAFI (Conseil Général des Banques et Institutions Financières Islamiques) est l'organisation mondiale représentant les banques et institutions financières islamiques. Avec plus de **140 membres dans plus de 30 juridictions**, CIBAFI s'engage à promouvoir les principes et l'essor de la finance islamique à l'échelle internationale.

Dans le cadre de sa stratégie globale, le **CIBAFI** mène activement des actions de sensibilisation et initie des programmes visant à intégrer la durabilité, notamment à travers des initiatives favorisant l'autonomisation des femmes au sein de l'industrie.

L'Engagement du CIBAFI en Faveur du Leadership Féminin

Le Secretariat de CIBAFI traduit son engagement en faveur de l'autonomisation des femmes au sein même de son organisation, où elles représentent plus de 60 % de l'effectif et occupent des postes stratégiques dans la direction et l'exécution des initiatives de l'institution. Leur expertise et leur contribution jouent un rôle déterminant dans le renforcement de la mission du CIBAFI, qui vise à soutenir et promouvoir l'essor de la finance islamique à l'échelle mondiale.

Les femmes au sein du CIBAFI occupent des postes de leadership stratégiques et jouent un rôle actif dans l'élaboration des décisions majeures ainsi que dans la mise en œuvre des initiatives clés de l'organisation. Leur expertise couvre un large éventail de domaines, allant de l'administration et des finances à la communication, la recherche et la formation, assurant ainsi une approche

inclusive et holistique du développement et des opérations du CIBAFI.

Au **CIBAFI**, les femmes sont activement encouragées à participer à des programmes de perfectionnement professionnel, à assister à des conférences internationales et à s'engager dans des initiatives de renforcement des capacités. Ces opportunités leur permettent d'enrichir leurs compétences et de renforcer leur leadership, contribuant ainsi à leur épanouissement professionnel.

Cette culture fondée sur l'autonomisation et la progression continue ne se contente pas de consolider la structure interne du **CIBAFI** ; elle sert également de référence et d'inspiration pour les autres institutions du secteur de la finance islamique.





Dr. Abdelilah Belatik, Secrétaire Général du CIBAFI, a souligné cette culture en déclarant:

«L'autonomisation des femmes n'est pas seulement un impératif social, mais une nécessité économique. Ancrée dans les principes d'équité et de justice, la finance islamique constitue un levier puissant pour favoriser l'inclusion des femmes dans le monde du travail et l'accès aux services financiers. À travers nos initiatives, nous œuvrons activement à promouvoir des politiques et des pratiques qui renforcent le leadership féminin, l'entrepreneuriat et l'indépendance financière des femmes, contribuant ainsi à bâtir une industrie plus inclusive et plus résiliente.»

Au sein du CIBAFI, l'engagement en faveur de l'autonomisation des femmes est également remarquable. L'autonomisation des femmes ne se limite pas à leur représentation; elle repose sur la création d'un environnement où elles disposent des outils, des

opportunités et du soutien nécessaire pour s'épanouir pleinement. En favorisant leur développement, en renforçant leur leadership et en valorisant leur contribution, l'organisation leur donne les moyens d'accéder à des postes influents et de jouer un rôle moteur dans l'innovation au sein de l'industrie de la finance islamique.

Recherche Innovante et Analyses Stratégiques

Le **CIBAFI** joue un rôle central dans l'autonomisation des femmes à travers ses initiatives de recherche approfondies. L'un de ses apports les plus significatifs est le rapport de l'**Enquête Mondiale des Banquiers Islamiques**, intitulé «**L'Autonomisation des Femmes: Évaluation des Pratiques Actuelles et des Défis** », qui offre un éclairage précieux sur la place des femmes dans l'industrie de la banque islamique. Cette étude de référence, menée auprès de **94 banques islamiques dans 35 pays**, explore trois dimensions essentielles de l'autonomisation des femmes: **leur rôle au sein du milieu professionnel, leur position en tant que clientes et leur implication dans**

des initiatives philanthropiques.

Les résultats de l'étude révèlent une dynamique positive en matière d'autonomisation des femmes dans l'industrie, mettant en lumière un engagement croissant en faveur de leur inclusion et de leur accès à des postes de leadership. Le rapport met en avant la participation significative des femmes dans des domaines stratégiques tels que **les ressources humaines, les opérations bancaires et les fonctions administratives**. Il souligne également les initiatives proactives de nombreuses banques islamiques visant à instaurer des politiques inclusives, à proposer des formations adaptées et à garantir un accès équitable aux services financiers. Ces avancées témoignent de la volonté du secteur de renforcer l'égalité des chances, de favoriser un environnement de travail

inclusif et de soutenir activement l'évolution professionnelle des femmes, contribuant ainsi à une finance islamique plus résiliente et équitable.

Renforcement de l'Inclusion Financière des Femmes

Les banques islamiques ont déployé des initiatives stratégiques pour accroître l'inclusion financière des femmes, en développant **des produits financiers sur mesure et en étendant l'accès aux solutions numériques**. Ces efforts visent à **faciliter et élargir l'accès des femmes aux services financiers**, en particulier dans les régions où les infrastructures bancaires physiques sont limitées.

Par ailleurs, les grandes banques islamiques jouent un rôle clé dans l'autonomisation des femmes à travers des **programmes sociaux et philanthropiques**, en soutenant **l'entrepreneuriat féminin, la santé et le bien-être, ainsi que l'éducation et le développement professionnel**.

Ces initiatives traduisent l'engagement du secteur non seulement à promouvoir l'indépendance économique des femmes, mais aussi à contribuer à des objectifs plus vastes de développement social et d'inclusion durable.

Le rapport de l'**Enquête Mondiale des Banquiers Islamiques** constitue une référence

précieuse pour évaluer les avancées et identifier de nouvelles opportunités visant à renforcer davantage l'autonomisation des femmes dans l'industrie bancaire islamique. En mettant en lumière les **meilleures pratiques** et en abordant **les défis existants**, ce rapport trace la voie vers une croissance plus **inclusive et équitable** au sein du secteur.

Reconnaissance de l'Excellence en Matière d'Autonomisation des Femmes

L'engagement du **CIBAFI** en faveur de l'autonomisation des femmes se manifeste également à travers le **Prix CIBAFI**, une distinction qui met en avant **l'innovation et la durabilité** dans l'industrie de la finance islamique. Ce prix récompense les institutions qui se distinguent par leurs initiatives en faveur de **l'inclusion financière, du développement durable et de l'autonomisation économique**, des leviers essentiels pour favoriser la progression des femmes dans le secteur.

À travers les différentes éditions de ce prix, le **CIBAFI** a constamment mis à l'honneur les institutions qui encouragent des systèmes financiers plus inclusifs et soutiennent activement le développement durable. Au-delà de la reconnaissance des réalisations actuelles, cette distinction constitue un puissant levier



d'inspiration et un encouragement pour d'autres institutions à renforcer leurs propres initiatives en faveur de l'autonomisation des femmes.

Dialogue Sectoriel et Partage des Connaissances

Le **CIBAFI** joue également un rôle clé dans la promotion de l'autonomisation des femmes en facilitant des échanges à l'échelle de l'industrie à travers différentes plateformes de partage des connaissances. L'organisation a notamment organisé des forums, tels que le webinaire «**Autonomisation Économique des Femmes: Le Rôle des Institutions Financières Islamiques dans la Réduction des Inégalités**», réunissant des experts du secteur pour explorer les leviers essentiels du progrès économique des femmes dans la finance islamique.

Ces initiatives d'échange de connaissances viennent compléter les **programmes de recherche et de reconnaissance** plus larges du CIBAFI, établissant ainsi une approche globale pour renforcer la place des femmes dans l'industrie.

Regard vers l'avenir: La vision du CIBAFI pour les femmes dans la finance islamique

En créant un environnement propice à l'essor professionnel des femmes, le CIBAFI ne se limite pas à promouvoir les principes de la finance islamique, mais contribue également à l'agenda mondial du développement économique et social. L'organisation aspire à un avenir où les femmes auront une voix forte et seront pleinement impliquées dans l'élaboration des politiques et l'innovation au sein du secteur de la finance islamique.

En tant que porte-parole mondial des institutions financières islamiques, le CIBAFI reste fermement engagé en faveur de l'autonomisation et de l'inclusion des femmes, veillant à ce qu'elles jouent un rôle clé dans la transformation et l'avenir de l'industrie financière islamique. À travers des initiatives continues de recherche,

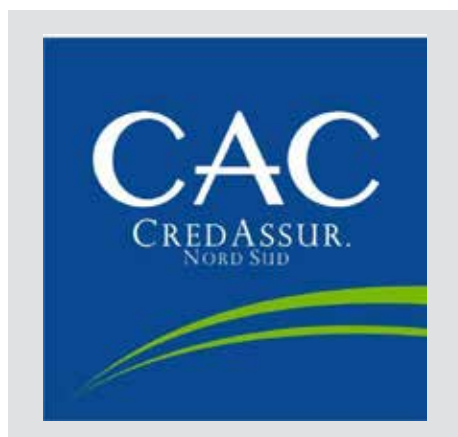
de renforcement des capacités et de plaidoyer stratégique, le CIBAFI entend impulser des avancées significatives et inspirer un changement positif à l'échelle du secteur.

Aligné sur les cadres internationaux, notamment les Objectifs de Développement Durable (ODD), et en particulier l'ODD 5 sur l'égalité des sexes, le CIBAFI contribue activement à l'édification d'un système financier mondial plus inclusif et équitable. En reliant les principes de la finance islamique à l'autonomisation économique des femmes, le CIBAFI ouvre des perspectives durables de prospérité, bénéficiant aux individus, aux communautés et aux économies du monde arabe et au-delà.



AUTONOMISATION DES FEMMES

L'Inclusion Économique de Credassur



Introduction

L'inclusion économique des femmes est fondamentale pour le développement durable et le progrès social. Malgré les avancées en matière d'égalité des sexes, les femmes du monde entier se heurtent à des obstacles pour accéder à l'indépendance financière, à l'entrepreneuriat et au leadership. Credassur, leader en matière d'autonomisation économique, a développé des programmes complets qui favorisent la participation des femmes aux affaires, à la finance et à l'investissement. Grâce à des initiatives ciblées, Credassur soutient les femmes entrepreneures, facilite l'accès au capital et favorise les opportunités économiques durables.

L'engagement de Credassur en faveur de l'autonomisation économique des femmes

L'approche de Credassur en matière de croissance économique inclusive est multidimensionnelle, intégrant l'accès au financement, la formation, le mentorat et le réseautage. En s'attaquant aux défis structurels, l'organisation veille à ce que les femmes entrepreneures soient non seulement incluses dans les activités économiques, mais aussi positionnées comme leaders et innovatrices.

Collaboration de Credassur pour l'autonomisation des femmes

Credassur travaille en collaboration avec des organisations et institutions clés pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes et l'entrepreneuriat durable. Ces partenariats comprennent :

OIM Belgique & Luxembourg et OIM Sénégal – Renforcer l'inclusion économique en soutenant les femmes entrepreneures et les PME vertes.

ZidiCircle – Connecter les entreprises dirigées par des femmes aux opportunités de financement et d'investissement.

Ambassade du Sénégal en Belgique – Faciliter l'accès au marché et les connexions commerciales internationales.

DT4E (Displaced Talent for Europe) – Soutenir les professionnels déplacés en créant des voies de durabilité économique et d'emploi.

Participation à des événements mondiaux et à des salons professionnels – Parrainage de femmes entrepreneures pour présenter leurs entreprises lors d'événements nationaux et internationaux, augmentant ainsi leur visibilité et garantissant des partenariats.

Principaux programmes de soutien aux femmes entrepreneures

1. Programme d'autonomisation des femmes entrepreneures (WEEP): Le Programme d'autonomisation des femmes entrepreneures (WEEP) est une initiative phare conçue pour doter les femmes des compétences, des ressources et des réseaux nécessaires pour prospérer dans le monde des affaires. Le programme comprend :

Ateliers de formation commerciale : couvrant des domaines essentiels tels que la littératie financière, la planification d'entreprise, le marketing et la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

Accès au capital: offrir aux femmes entrepreneures des options de microfinance, des fonds d'investissement et des opportunités de crédit adaptées à leurs besoins.

Mentorat et réseautage: jumeler des femmes entrepreneures en herbe avec des chefs d'entreprise prospères pour des conseils, un échange de connaissances et une expansion du marché.

2. Initiative pour l'entrepreneuriat féminin de la diaspora : Reconnaissant le potentiel économique

des communautés de la diaspora, Credassur a lancé l'Initiative pour l'entrepreneuriat féminin de la diaspora. Ce programme met en relation les femmes des diasporas africaines et européennes avec des opportunités d'investissement et d'affaires dans leur pays d'origine.

Comblant les lacunes financières : créer des fonds d'investissement spécifiquement destinés aux entreprises dirigées par des femmes au sein de la diaspora.

Soutien à l'accès au marché: Faciliter le commerce transfrontalier et les partenariats.

Développement du leadership: donner aux femmes les moyens de diriger des initiatives économiques au sein de leurs communautés.

ÉTUDES DE CAS: TRANSFORMER DES VIES GRÂCE À LA MICROFINANCE ET AU SOUTIEN AUX ENTREPRISES



L'histoire de réussite de Lena's Organic Beverage Lena, une entrepreneure africaine en Belgique, a lancé Lena's, une marque de boissons biologiques haut de gamme inspirée des saveurs africaines et caribéennes. Confrontée à des obstacles financiers et commerciaux, elle a rejoint le Women Entrepreneurship Empowerment Program (WEEP) de Credassur, bénéficiant d'un mentorat commercial, d'un soutien financier et d'opportunités de réseautage. En deux ans, les boissons de Lena se sont développées dans les points de vente au détail européens, ce qui lui a permis d'encadrer d'autres femmes entrepreneures dans le secteur de l'alimentation et des boissons.

ILEIRA Cosmetics : des solutions de beauté naturelles à grande échelle ILEIRA Cosmetics, fondée par Elisée Zola, est spécialisée dans les produits de soins de la peau biologiques, végétaliens, sans conservateurs et respectueux de l'environnement. Malgré une forte demande, elle a dû faire face à des défis en termes de visibilité sur le marché et de réseautage. Credassur a financé des expositions majeures, lui permettant de présenter ses produits lors d'événements internationaux. De plus, Credassur a facilité des partenariats avec des acteurs clés de l'industrie, l'aidant à accroître sa production et à étendre sa marque sur de nouveaux marchés nationaux et mondiaux.





C CCES Asbl, une entreprise de café dirigée par une femme de Goma, en RDC, a eu du mal à augmenter sa production et à trouver des acheteurs. Grâce au soutien de Credassur, elle a reçu une formation commerciale, des contacts avec des acheteurs publics et un parrainage pour un voyage d'affaires en Tunisie afin de promouvoir ses produits. En conséquence, elle s'est développée sur les marchés internationaux, assurant une croissance durable et autonomisant davantage de femmes dans l'industrie du café.

Les Gâteaux de Colette : étendre sa visibilité mondiale : Les Gâteaux de Colette, une boulangerie dirigée par une femme spécialisée dans les pâtisseries afro-européennes, cherchait à se faire connaître à l'international pour développer son activité. Avec le soutien de Credassur, elle a reçu un financement pour accroître sa visibilité lors d'événements nationaux et internationaux, ainsi qu'un parrainage pour des salons internationaux. Grâce à ces efforts, elle a conclu de nouveaux partenariats et étendu sa portée commerciale, faisant de sa marque un nom reconnu dans le secteur de la pâtisserie haut de gamme.



Noire By Sonia : développer les soins éthiques à l'international Noire By Sonia, marque de soins naturels spécialisée dans les solutions de beauté vegan, éthiques et inclusives, a cherché à accroître sa présence à l'international. Avec le soutien de Credassur, la marque a reçu un financement pour participer à des salons mondiaux et accéder à des partenariats stratégiques sur les marchés locaux et internationaux. Ces initiatives ont permis à Noire by Sonia d'élargir sa clientèle, de conclure des collaborations clés et d'accroître sa présence sur le marché.

SOLUTIONS INNOVANTES PILOTER LE CHANGEMENT



1. Inclusion financière numérique

Credassur s'appuie sur des solutions fintech pour fournir aux femmes entrepreneures des services bancaires numériques, des services de crédit mobile et des plateformes d'investissement. Ces innovations réduisent l'exclusion financière et augmentent la participation aux économies formelles.

2. Partenariats public-Privé pour des Politiques inclusives en matière de Genre

En collaborant avec les gouvernements et les organisations internationales, Credassur milite en faveur de politiques qui améliorent l'accès des femmes aux ressources financières, à la propriété foncière et aux opportunités commerciales. Ces partenariats favorisent un écosystème favorable aux femmes entrepreneures.

3. Forums sur le leadership féminin et Sommets d'Investissement

Credassur organise des sommets de leadership et des forums d'affaires qui réunissent des femmes entrepreneures, des investisseurs et des décideurs politiques. Ces événements offrent une plateforme pour discuter des défis, échanger des idées et débloquer des opportunités de financement.

Impact et Réalisations

Plus de 5000 femmes formées à l'entrepreneuriat et à la gestion d'entreprise.

2 millions de financements alloués aux entreprises dirigées par des femmes. Partenariats stratégiques avec des institutions financières et des organisations de développement pour améliorer l'accès des femmes au capital.

Objectifs futur set plan quinquennal

Former 5 000 femmes supplémentaires. Lever 10 millions de dollars de financement. Développer les réseaux commerciaux internationaux.

Accroître la participation aux forums et sommets d'affaires mondiaux.

Renforcer l'inclusion diplomatique.

Conclusion : mise à l'échelle pour un impact plus important

Credassur s'engage à étendre son impact grâce à des financements innovants, des partenariats solides et des politiques inclusives en matière de genre, en autonomisant les femmes entrepreneures et en garantissant de meilleures opportunités économiques pour tous.

AUTONOMISATION DES FEMMES

Le Fonds SANAD pour les MPME

L'engagement de SANAD en faveur de l'autonomisation des femmes se traduit par des initiatives concrètes visant à renforcer l'entrepreneuriat féminin et la diversité dans le secteur financier. À travers des programmes innovants, SANAD accompagne les femmes entrepreneures et professionnelles en leur fournissant les outils nécessaires pour réussir. Découvrez comment ces initiatives favorisent la croissance et l'impact des entreprises dirigées par des femmes.



Empowering entrepreneurs in the Middle East and North Africa since 2011

Le **Fonds SANAD pour les MPME** est un fonds d'impact visant à stimuler le développement économique et la création d'emplois en finançant les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ainsi que les ménages à faible revenu au Moyen-Orient, en Afrique du Nord (MENA) et en Afrique subsaharienne (SSA), par l'intermédiaire d'institutions de financement qualifiées. Le fonds est géré par **Finance in Motion**, un gestionnaire d'actifs à impact mondial spécialisé exclusivement dans le développement durable des marchés émergents et des économies en développement.

Pour multiplier son impact sur le développement et son rayonnement, le Fonds SANAD fournit un renforcement des capacités aux bénéficiaires potentiels et existants du fonds, développe des infrastructures financières selon les principes de la finance responsable et mène des activités de recherche et de développement.

En réponse aux besoins des institutions partenaires du fonds et aux exigences des secteurs dans lesquels elles évoluent, le volet renforcement des capacités du Fonds SANAD conçoit et déploie des projets stratégiques visant

à doter les bénéficiaires potentiels et actuels des connaissances et outils essentiels pour optimiser leur accompagnement des entrepreneurs et maximiser leur potentiel. Certains projets sont également conçus pour renforcer les compétences des entrepreneurs ainsi que les capacités des secteurs financiers dans les pays d'intervention de SANAD. Chaque projet poursuit un objectif central : promouvoir le développement durable des entreprises bénéficiaires et renforcer la qualité de leurs services auprès des clients finaux. Les axes prioritaires d'intervention englobent la digitalisation, la durabilité, le financement agricole, le financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), l'entrepreneuriat et l'autonomisation des femmes.

Dans le cadre de son engagement en faveur de l'autonomisation des femmes, le Fonds SANAD a mis en œuvre plusieurs initiatives visant à promouvoir l'émancipation économique des femmes, tant auprès de ses bénéficiaires qu'à l'échelle sectorielle. À ce jour, 52 % des participants aux projets de renforcement des capacités du fonds sont des femmes.

Voici quelques projets mis en œuvre dans le cadre de l'autonomisation des femmes:

1. Le **Womenpreneur Tour**, une initiative conjointe de la **SANAD Entrepreneurship Academy** et de l'organisation **Womenpreneur**, a été créé pour identifier et valoriser les talents féminins dans les domaines de la technologie, de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Son objectif est d'analyser l'état actuel de l'écosystème entrepreneurial en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (MENA) ainsi qu'en Afrique subsaharienne (SSA), afin de stimuler l'investissement dans les femmes et les jeunes filles à travers des financements, des ressources, du mentorat et des

actions de plaidoyer. Depuis son lancement, le **Womenpreneur Tour** a sillonné plusieurs pays de la région MENA: **Maroc, Tunisie et Jordanie en 2019**, puis **Algérie, Liban et Égypte en 2022**. En **2024**, il s'est étendu à l'Afrique subsaharienne avec des étapes au **Ghana et au Kenya**, poursuivant ainsi sa mission de promotion de l'entrepreneuriat féminin à l'échelle internationale. Le film du **Womenpreneur Tour 2019** est disponible via ce lien, et le **communiqué de presse de SANAD** peut être consulté ici.



2. Le programme **Get on Board**, lancé en partenariat avec **Amam Ventures**, est une initiative ambitieuse visant à promouvoir la diversité au sein des conseils d'administration et à préparer la prochaine génération de femmes administratrices en Jordanie. Ce programme a permis à **57 conseillères en poste et futures administratrices** d'acquérir les compétences et connaissances essentielles pour siéger efficacement au sein de conseils d'administration,

grâce à une formation complète alliant expertise technique, expérience pratique et mentorat.

La formation technique couvrait des domaines clés tels que la gouvernance d'entreprise, la gestion des conseils d'administration des entreprises familiales, les spécificités des conseils de startups, **la gouvernance des ONG, ainsi que le leadership et la présence exécutive**. En complément, le programme offrait un volet pratique comprenant des sessions de

mentorat en groupe animées par des experts de renom, qui ont apporté conseils et orientations pour accompagner les participantes dans leur transition vers des rôles décisionnels au sein des conseils d'administration.

Suite à son succès, le programme a été **répliqué en Égypte**, où **18 femmes professionnelles** ont été accompagnées pour intégrer des conseils

d'administration. Par ailleurs, l'initiative a également soutenu **79 PME dirigées par des femmes**, en leur fournissant une formation sur les meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise, leur permettant ainsi de poser les bases de conseils d'administration structurés et efficaces.

Entrepreneurship Academy powered by SANAD

3. Le projet «**Incubating Women-Led Businesses in Egypt**» est un programme de pré-accélération initié par la **SANAD Entrepreneurship Academy**, en partenariat avec **Flat6Labs**. Il vise à favoriser l'essor de l'entrepreneuriat féminin en accompagnant les femmes entrepreneures dans la transformation de leurs concepts validés en entreprises en croissance. Pour ce faire, le programme leur fournit des connaissances fondamentales et des outils stratégiques, leur permettant d'amorcer leur parcours entrepreneurial et d'optimiser leurs chances de succès en développant des produits et

services compétitifs.

Cette année, **SANAD lancera plusieurs initiatives** dans le cadre de son programme de renforcement des capacités, avec un **focus renforcé sur l'autonomisation des femmes**. Parmi ces initiatives figurent un **programme de leadership dédié aux professionnelles du secteur financier dans la région MENA** ainsi qu'un **programme d'accélération destiné aux startups dirigées par des femmes ou conformes aux critères 2X**.



Pour en savoir plus, consultez notre site web : www.sanad.lu.



بنك الإسكان
Housing Bank

you're in
بالبرنامج الجديد
— youth —
إسكان Iskan



على إسكان موبايل

خاضع لشروط وأحكام البنك.

للمزيد، امسح الرمز



Appel Mondial de l'ONUDI 2025: Façonner l'Avenir de la Créativité, de l'Innovation et de la Durabilité

Dans un monde où la créativité et l'innovation sont les moteurs d'une croissance durable, l'Appel Mondial de l'ONUDI 2025: Économie Orange Créative – Innover pour l'Avenir se positionne comme une plateforme internationale dédiée à l'autonomisation des talents créatifs, à la promotion du développement durable et à l'exploitation des technologies pour une transformation économique innovante.



UNIDO GLOBALCALL 2025

Creative Orange Economy : Innovating the Future

The UNIDO Global Call 2025 on Creative Orange Economy: Innovating the Future

Aims to celebrate and promote innovation, creativity, and sustainability within the creative industries

<https://itpo-manama.unido.org/global-call-2025>

Appel Mondial de l'ONUDI 2025:

Économie Orange Créative – Innover pour l'Avenir est une initiative révolutionnaire visant à autonomiser les innovateurs, entrepreneurs et créatifs du monde entier en mettant en valeur et en soutenant des projets durables, technologiquement avancés et culturellement impactants dans les industries créatives. Dans le cadre de l'engagement de l'ONUDI à favoriser la croissance économique par la créativité, ce concours sert de plateforme mondiale pour permettre aux individus, startups et organisations de présenter des solutions avant-gardistes dans trois catégories clés: **Production Écoresponsable, Innovation Numérique et Patrimoine Culturel & Commerce.**

En promouvant l'utilisation de matériaux durables, des méthodes de production respectueuses de l'environnement et une conception écoresponsable, cette initiative ambitionne de transformer les pratiques industrielles en faveur d'un développement durable, notamment dans les secteurs de la mode, de l'art et du design.

La catégorie **Innovation Numérique** met en lumière les avancées technologiques de pointe, notamment les médias numériques, le gaming, la réalité virtuelle (VR) et la réalité augmentée (AR), avec l'ambition de réinventer la narration, d'amplifier l'engagement des utilisateurs et de repousser les frontières de l'expression créative.

De son côté, la catégorie **Patrimoine Culturel & Commerce** vise à préserver et valoriser les savoir-faire traditionnels, à promouvoir le tourisme culturel et à intégrer le patrimoine dans les économies contemporaines à travers des approches éthiques et durables.

Un accent particulier est mis sur **l'implication des jeunes**, élargissant ainsi la portée du concours grâce à des catégories dédiées aux élèves et aux étudiants universitaires. Cette initiative encourage les nouvelles générations à explorer leur créativité, à développer leurs capacités de résolution de problèmes et à innover dans les domaines de la durabilité, de la technologie et de la préservation du patrimoine culturel.

Appel Mondial de l'ONUDI 2025: Une Opportunité Unique pour les Innovateurs Créatifs

Les lauréats bénéficieront d'une **reconnaissance internationale**, d'opportunités de mise en réseau avec des leaders de l'industrie, des investisseurs et des décideurs, ainsi que d'un accès privilégié à du **mentorat et des ressources** pour accélérer le développement et la commercialisation de leurs idées.

Bien plus qu'un simple concours, l'**Appel Mondial de l'ONUDI 2025** représente un **véritable mouvement en faveur d'une Économie Orange inclusive et tournée vers l'avenir**, où la créativité devient un moteur du développement durable. En mettant en lumière les talents créatifs du monde entier, cette initiative contribue activement à façonner l'avenir de l'économie créative en **renforçant la résilience économique, en célébrant la diversité culturelle et en favorisant le progrès technologique.**

Rejoignez un Mouvement Mondial d'Innovation

Les candidatures sont désormais ouvertes! Les innovateurs, entrepreneurs et créateurs du monde entier sont invités à **soumettre leurs projets visionnaires** via la plateforme officielle de l'ONUDI et à **participer à une vague mondiale d'innovation**, où **créativité, durabilité et transformation numérique** se conjuguent pour bâtir un avenir meilleur.

Pour en savoir plus et soumettre votre candidature:

<https://itpo-manama.unido.org/global-call-2025>

ALEXBANK Égypte : Des Solutions Financières Innovantes pour l'Autonomisation des Femmes



ALEXBANK s'engage activement à promouvoir l'inclusion financière et l'autonomisation des femmes en Égypte à travers une gamme de produits et services bancaires sur mesure. Conscient du rôle essentiel des femmes dans le développement économique et social, la banque a mis en place plusieurs initiatives pour renforcer leur accès aux services financiers et favoriser leur indépendance économique.

L'Initiative «Ghalya» : Un Programme Global d'Autonomisation Féminine

Lancée en 2020, Ghalya est une initiative phare d'ALEXBANK dédiée aux femmes égyptiennes, en partenariat avec le Conseil National des Femmes et la campagne Taa' Marboota. Ce programme vise à améliorer l'accès des femmes à l'éducation, à l'emploi et aux services financiers, tout en abordant des problématiques clés comme l'inclusion sociale et la sensibilisation juridique.

Depuis son lancement, Ghalya a bénéficié à plus de 5 500 femmes à travers le pays.

DES PRODUITS BANCAIRES ADAPTÉS AUX BESOINS DES FEMMES

Compte d'Épargne «Ebda'» : Une Solution Flexible et Accessible

Pour encourager l'épargne parmi les femmes, ALEXBANK propose le Compte Ebda', qui offre

un taux d'intérêt progressif avec un versement mensuel dès un solde de 250 EGP. Ce compte ne requiert aucun solde minimum pour son ouverture et dispense de frais d'ouverture et de maintenance, le rendant particulièrement attractif pour les femmes souhaitant épargner sans contrainte.

Carte de Débit «Inspire» : Un Outil Financier Avantageux

La Carte Inspire permet aux clientes d'effectuer des retraits et des dépôts sans frais sur tous les distributeurs automatiques d'ALEXBANK. Elle donne également accès au programme de fidélité ALEXDISCOUNTS et permet d'accumuler des ALEXPOINTS échangeables chez plusieurs partenaires commerciaux.



Carte Prépayée «Meeza» : Un Moyen de Paiement Polyvalent

Pour faciliter les transactions quotidiennes, ALEXBANK propose la Carte Meeza, qui permet de régler les factures, d'effectuer des achats et d'accéder à divers services gouvernementaux. Son principal atout réside dans sa flexibilité : elle peut être rechargée à tout moment et utilisée sans obligation d'ouverture de compte bancaire.



DES SOLUTIONS DIGITALES POUR UNE BANQUE À PORTÉE DE MAIN

Banque Mobile et Internet : Une Gestion des Comptes Simplifiée

Grâce aux plateformes Mobile Banking et Internet Banking d'ALEXBANK, les femmes peuvent suivre leurs comptes en temps réel, effectuer des virements sécurisés, et gérer leurs dépôts sans avoir à se rendre en agence.

Application «Ma7fazty» : Une Solution Tout-en-Un pour les Transactions Financières

L'application Ma7fazty permet d'effectuer divers paiements, tels que le règlement des factures, les recharges mobiles et les dons à des associations. Elle offre également la possibilité d'effectuer des retraits et des dépôts d'espèces via les guichets automatiques d'ALEXBANK, les points Fawry, ou les agences bancaires, garantissant ainsi une accessibilité optimale aux services financiers.

Un Engagement Fort pour l'Inclusion Financière des Femmes

À travers ces initiatives et produits bancaires innovants, ALEXBANK réaffirme son engagement en faveur de l'autonomisation financière des femmes en Égypte. En facilitant leur accès aux services bancaires et en leur offrant des solutions adaptées à leurs besoins, la banque contribue activement à la réduction des inégalités et à la promotion de l'entrepreneuriat féminin.

ALEXBANK illustre ainsi le rôle crucial que peuvent jouer les institutions financières dans le renforcement de l'inclusion économique des femmes et dans la construction d'un avenir plus équitable et durable.



Banque Misr honorée pour son engagement envers les femmes entrepreneures en Égypte

Banque Misr a récemment été distinguée par le prestigieux WT Business Award 2024 en tant que «Meilleur fournisseur de services bancaires pour les femmes entrepreneures» en Égypte. Cette distinction souligne l'engagement exceptionnel de la banque dans le soutien et l'accompagnement des entreprises dirigées par des femmes, contribuant ainsi activement à leur réussite et à la croissance économique du pays.



Une reconnaissance méritée pour une stratégie inclusive

Le WT Business Award 2024, reconnu comme une référence dans le monde des affaires, met en lumière les efforts continus de Banque Misr pour fournir des services financiers sur mesure destinés aux femmes entrepreneures. Cet honneur atteste de la position de leader de la banque en matière de promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes en Égypte.

«**Nous sommes immensément fiers de recevoir cette reconnaissance. Ce prix reflète nos efforts continus pour offrir aux femmes entrepreneures les outils et les ressources nécessaires à leur succès. Nous croyons fermement que leur autonomisation est essentielle au développement économique de l'Égypte**», a déclaré un représentant de Banque Misr.



Un impact tangible sur l'économie égyptienne

Grâce à ces initiatives, Banque Misr a su créer un écosystème de soutien dynamique permettant aux femmes de prospérer dans un environnement concurrentiel. L'institution a joué un rôle clé dans la réduction des barrières financières et dans l'intégration économique des femmes, contribuant

ainsi à renforcer le tissu entrepreneurial du pays.

Des produits financiers adaptés aux besoins des femmes entrepreneures

Depuis plusieurs années, Banque Misr a mis en place des solutions bancaires novatrices pour répondre aux défis spécifiques rencontrés par les femmes entrepreneures en Égypte. Parmi ces initiatives, on retrouve :

-Le programme «BM Women in Business»: une offre complète de crédits et de facilités de financement à taux préférentiel, permettant aux femmes de lancer et d'expansionner leurs entreprises.

-Les prêts «Tasaheel» : des microfinancements conçus pour les femmes entrepreneures ayant un accès limité aux financements traditionnels.

-Le programme de mentorat «BM Women Academy»: une plateforme offrant des conseils stratégiques, des formations et des opportunités de mise en réseau pour favoriser le leadership féminin.

-Des garanties spéciales et facilités de crédit: avec des conditions de remboursement adaptées aux besoins des entrepreneures.

L'obtention du WT Business Award 2024 par Banque Misr illustre son leadership incontesté en matière de financement inclusif et de promotion de l'entrepreneuriat féminin. Cette récompense vient consacrer des années d'engagement en faveur de l'autonomisation des femmes, réaffirmant ainsi son rôle moteur dans le paysage bancaire égyptien et régional.



Renforcement de l'éducation financière et de l'inclusion économique des femmes pêcheurs: Un partenariat entre le Groupe du Crédit Agricole du Maroc et ONU Femmes

Dans le cadre du Salon HALIEUTIS, à Agadir, un accord historique a été conclu entre le Groupe du Crédit Agricole du Maroc et ONU Femmes en faveur de l'éducation financière et de l'inclusion économique des femmes pêcheurs. Cette initiative, qui s'inscrit dans une dynamique de renforcement du rôle des femmes dans le secteur halieutique, marque une étape essentielle vers une plus grande autonomisation économique et sociale.



Un engagement en faveur de l'autonomisation économique des femmes pêcheurs

Le 5 février 2025, au Parc des Expositions d'Agadir, Madame Myriem Ouchen Noussairi, Représentante de l'ONU Femmes au Maroc, et Monsieur Mohammed FIKRAT, Président du Directoire du Crédit Agricole du Maroc, ont signé un protocole d'accord en présence de Madame Zakia DRIOUCH, Secrétaire d'Etat chargée de la Pêche Maritime. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du projet « Appui à l'inclusion économique des femmes œuvrant dans le secteur de la pêche », soutenu par la Direction Générale de la Coopération et de l'Immigration du gouvernement des Îles Baléares.

L'objectif principal de cette initiative est d'encourager l'autonomisation économique des femmes travaillant dans le secteur de la pêche maritime, en facilitant leur accès à des formations en gestion, à des solutions de financement adaptées et à des opportunités de marché. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie Halieutis et les Hautes Orientations Royales visant à développer des chaînes de valeur halieutiques durables.

Des solutions concrètes pour renforcer l'inclusion financière

Le Crédit Agricole du Maroc, via son Centre d'Études et de Recherches CERCAM, proposera aux femmes pêcheurs des formations en éducation financière afin de renforcer leurs compétences en gestion des ressources et les sensibiliser à l'utilisation responsable du crédit bancaire. Par ailleurs, des solutions de financement seront mises à disposition à travers la Fondation ARDI pour le microcrédit et Tamwil El Fellah, spécialisée dans le méso-crédit.

L'accord prévoit également un accompagnement structurel par le biais de la promotion de coopératives et de groupements d'intérêt économique, permettant aux femmes de mutualiser leurs ressources, réduire les coûts

et renforcer leur pouvoir de négociation. Cette structuration facilitera également l'accès à des équipements technologiques modernes favorisant des pratiques de pêche durable.

Un impact aligné avec les Objectifs de Développement Durable

Ce partenariat illustre une contribution tangible aux Objectifs de Développement Durable, notamment :

- L'ODD 5 sur l'égalité entre les sexes en favorisant l'autonomisation économique des femmes.
- L'ODD 10 sur la réduction des inégalités en renforçant l'inclusion économique.
- L'ODD 14 sur la préservation et l'utilisation durable des ressources maritimes, en intégrant des pratiques respectueuses de l'environnement dans le secteur halieutique.

En combinant inclusion financière, formation et structuration en coopératives, cet accord pose les bases d'une intégration économique accrue des femmes pêcheurs, contribuant ainsi à un développement plus durable et équitable.



La Ligue arabe souligne l'importance de la coopération régionale pour renforcer le rôle des femmes



La Ligue des États arabes a réaffirmé, le mardi 18 février 2025, l'importance de renforcer la coopération entre les pays arabes afin de promouvoir le rôle des femmes et de relever les défis majeurs auxquels la région est confrontée.

Dans un discours prononcé lors de la 44^e session ministérielle du Comité de la femme arabe, tenue par visioconférence sous la présidence de la Palestine, l'Ambassadrice Haifa Abu Ghazaleh, Secrétaire générale adjointe et Cheffe du Secteur des affaires sociales de la Ligue arabe, a salué les efforts de 19 pays arabes dans la préparation de la sixième révision régionale de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin. Cette révision sera intégrée au rapport global du Secrétaire général des Nations unies sur Pékin +30.

Dans ce cadre, elle a annoncé l'organisation d'un événement parallèle de haut niveau sous l'égide du Comité de la femme arabe intitulé « Les femmes de Gaza se lèvent pour la dignité et la liberté », qui se tiendra au siège des Nations unies le 11 mars prochain, en présence de ministres et de hauts responsables.



Une mobilisation arabe pour la cause des femmes et de la Palestine

De son côté, la Ministre des Affaires de la femme en Palestine, Mme Mona Al-Khalili, a exprimé sa gratitude envers le Comité de la femme arabe pour son rôle clé dans la coordination des efforts arabes en faveur des droits des femmes. Elle a également salué la position unifiée des États arabes en soutien aux femmes palestiniennes et à la cause palestinienne en général.

Elle a souligné que cette position commune s'est traduite par un document appelant à garantir aux femmes palestiniennes leur droit à l'autodétermination et à la libération de l'occupation israélienne, leur permettant ainsi de jouir pleinement de leurs droits économiques, sociaux, politiques et juridiques au sein d'un État souverain avec Jérusalem comme capitale. Cette revendication s'appuie sur les résolutions de la légitimité internationale, la position du Comité arabe des Six, l'avis consultatif de la Cour internationale de justice, ainsi que sur la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies demandant la fin de l'occupation et rejetant toute tentative de déplacement forcé ou de réinstallation, notamment à travers les restrictions imposées à l'UNRWA.

Renforcement du rôle des femmes dans le développement de la région

La réunion ministérielle a consacré ses discussions à plusieurs questions essentielles, notamment l'autonomisation des femmes et l'Agenda du développement des femmes arabes 2023-2028. Parmi les sujets abordés figuraient la révision régionale de Pékin +30, la préparation de la 69^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies, ainsi que des initiatives clés telles que « Le portefeuille rose » pour la santé des femmes dans la région arabe. Les ministres ont également discuté des stratégies de lutte contre les violences faites aux femmes, du Prix de l'excellence pour les femmes arabes, des défis liés au changement climatique et du programme Capitale de la femme arabe.

D'autres points figuraient à l'ordre du jour, notamment l'Agenda Femme, Paix et Sécurité, l'autonomisation économique et sociale des femmes dans la région, l'Observatoire arabe pour le développement économique des femmes, ainsi que la coopération avec les organisations internationales et régionales en matière d'émancipation féminine.

Cet engagement renouvelé des pays arabes marque une avancée significative dans la mise en place de politiques inclusives favorisant le développement et l'émancipation des femmes à travers la région.



شجع المنتج
المصري

إدليله فرصة يبيان



تطبق الشروط والأحكام
رقم السجل التجاري 599 - 007 - 200

16990

www.bdc.com.eg

فرص بلا حدود

بنك القاهرة
Banque du Caire



Paris accueille le EURO-MED Economic & Banking Summit 2025 sous le Haut Patronage du Président Emmanuel Macron

Un sommet stratégique au cœur des dynamiques économiques euro-méditerranéennes

L'Union des Banques Arabes (UAB) organise, sous le Haut Patronage de Son Excellence Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République française, l'édition 2025 du EURO-MED Economic & Banking Summit, le 20 juin 2025, à l'Hôtel Four Seasons George V – Paris. Ce sommet d'envergure internationale réunira les grandes figures du secteur bancaire et financier de la région Europe – MENA – Afrique pour débattre des mutations économiques mondiales et des nouvelles opportunités de coopération régionale.



Une coopération bancaire multilatérale au plus haut niveau

Organisé en collaboration avec la Fédération Bancaire Française (FBF), la Fédération Bancaire Européenne (EBF), la Chambre de Commerce Franco-Arabe (CCFA), l'Union Bancaire Francophone (UBF), et la Fédération Bancaire Internationale (IBFed) et, le sommet s'inscrit dans une dynamique de dialogue stratégique et de rapprochement économique entre les institutions bancaires européennes, arabes et africaines.

Une plateforme unique pour des enjeux cruciaux

Placée sous le thème :

« **Résilience Économique face aux Mutations Géopolitiques** »,

cette édition 2025 rassemblera des gouverneurs de banques centrales, représentants d'institutions financières internationales, chefs d'entreprises et experts en politique économique autour de sujets clés tels que :

- L'accélération du triangle économique Europe – MENA – Afrique
- La réforme des systèmes bancaires dans les pays arabes en crise
- L'innovation bancaire face aux risques numériques et aux défis du climat

- Le renforcement des alliances économiques arabo-européennes dans un monde fragmenté

Un pré-sommet se tiendra également le 19 juin 2025 à l'Institut du Monde Arabe, en partenariat avec la Chambre de Commerce Internationale, pour traiter des évolutions de l'arbitrage international dans le règlement des différends bancaires et commerciaux.

Un moment fort de la diplomatie financière multilatérale

À travers ce sommet, l'Union des Banques Arabes réaffirme son rôle de catalyseur du dialogue économique et financier entre les rives de la Méditerranée, dans un esprit de coopération, de développement durable et de stabilité régionale.





BANK OF AFRICA: Un Partenaire Visionnaire de l'Union des Banques Arabes

BANK OF AFRICA s'affirme comme un acteur clé du paysage bancaire africain et international, grâce à son engagement indéfectible envers l'innovation, la durabilité et la croissance inclusive. Cette institution de premier plan, dirigée par M. Othman Benjelloun, a su bâtir un modèle bancaire à la fois solide et tourné vers l'avenir, jouant un rôle déterminant dans le développement économique et financier de l'Afrique et au-delà.

Un Engagement Stratégique avec l'Union des Banques Arabes

Dans le cadre de son partenariat avec l'Union des Banques Arabes (UBA), BANK OF AFRICA a été désignée «Partenaire Visionnaire» pour l'année 2025, un titre prestigieux témoignant de son rôle de leader et de son engagement en faveur du progrès économique. Ce partenariat exceptionnel vise à renforcer la coopération régionale et à promouvoir des initiatives stratégiques dans les domaines de

la finance, de l'innovation technologique et du développement durable

Grâce à cette collaboration, BANK OF AFRICA accompagnera les principaux événements et fora économiques organisés par l'UBA, notamment le Sommet Économique Bancaire Euro-Med, prévu à Paris le 20 juin 2025.



Un Pilier pour l'Inclusion Financière et l'Entrepreneuriat Féminin

BANK OF AFRICA s'impose comme un acteur clé de l'inclusion financière et du leadership féminin à travers son rôle de Partenaire Catalyseur du Concours InspireHer. Ce programme, développé en collaboration avec l'Union pour la Méditerranée, vise à encourager l'entrepreneuriat féminin et à promouvoir l'accès des femmes au financement dans la région MENA. À travers cette initiative, la banque panafricaine confirme son engagement en faveur d'un développement plus équitable et inclusif.



Initiée par BANK OF AFRICA, la Tour Mohammed VI sur la vallée de Bouregreg à Rabat, symbolise la modernité, l'innovation et le leadership.

Un Partenaire Premier de la Revue UBA

En tant que Partenaire Premier de la Revue UBA, BANK OF AFRICA partagera, dans le cadre d'un dossier exclusif dans cette revue de référence du secteur bancaire francophone, les initiatives stratégiques et les contributions majeures de la banque au développement économique et à l'innovation financière, consolidant ainsi son statut de banque pionnière sur les marchés arabes et africains.

Un Partenariat pour Façonner l'Avenir

L'association entre BANK OF AFRICA et l'Union des Banques Arabes représente bien plus qu'un simple parrainage : il s'agit d'un engagement profond pour bâtir un avenir bancaire durable, innovant et inclusif. À travers ses actions, la banque illustre parfaitement les valeurs d'un secteur financier tourné vers le progrès, offrant des solutions adaptées aux défis du 21^{ème} siècle.



À l'occasion du Sommet bancaire arabe international organisé par l'Union des Banques Arabes en 2008, M. Othman Benjelloun s'est vu décerner le prestigieux titre de «Banquier arabe de l'année», en reconnaissance de son parcours exceptionnel et de sa contribution majeure au développement du secteur bancaire dans la région.

Ce partenariat illustre ainsi la volonté commune de façonner un système bancaire plus résilient et prospère, favorisant le dialogue, l'innovation et la coopération entre les institutions financières du monde arabe et du continent africain.

A propos de BANK OF AFRICA :

BANK OF AFRICA est un Groupe bancaire panafricain présent dans 32 pays en Afrique, en Europe, en Asie et en Amérique du Nord, à travers ses diverses enseignes et filiales, et s'impose comme le groupe bancaire marocain multimétiers le plus tourné vers l'international. Avec un puissant réseau dans 20 pays africains, BANK OF AFRICA se positionne comme un acteur économique et financier incontournable en Afrique. A travers une stratégie de développement continentale appuyée par une vocation internationale, le Groupe BANK OF AFRICA met son expertise et tout son savoir faire au service de l'innovation, du progrès et de l'excellence.



Une Alliance Stratégique entre l'Union des Banques Arabes et Credassur Nord Sud: Vers une Connexion Financière Renforcée entre l'Afrique et le Monde Arabe



Dans un contexte de transformations économiques rapides, l'intégration financière entre l'Afrique et le monde arabe apparaît comme un levier essentiel pour stimuler la croissance et favoriser un développement durable. C'est dans cette dynamique que l'Union des Banques Arabes (UAB) et Credassur Nord Sud ont scellé un partenariat stratégique à travers un Memorandum of Understanding (MoU), marquant ainsi une avancée majeure dans la coopération interrégionale.

Une Vision Commune pour une Finance Inclusive et Durable

L'ambition de cette alliance repose sur une conviction forte : la coopération financière et entrepreneuriale entre l'Afrique et le monde arabe constitue un vecteur d'innovation et de prospérité mutuelle. L'UAB, en tant que plus grand réseau bancaire de la région MENA, et Credassur Nord Sud, acteur reconnu pour son expertise en gestion des risques et en accompagnement des institutions financières africaines, s'engagent à renforcer les synergies entre ces deux régions à fort potentiel.

Des Initiatives Structurantes pour une Collaboration Concrète

Le MoU entre l'UAB et Credassur Nord Sud ne se limite pas à une déclaration d'intention. Il se traduit par des actions stratégiques et concrètes, conçues pour générer un impact significatif :

1. Une Étude de Marché pour Favoriser l'Implantation des Banques Arabes en Afrique

Dès 2025, une étude approfondie, intitulée "Exploring African Financial Horizons: Economic and Banking Opportunities for Arab Institutions", verra le jour. Son

objectif est d'offrir aux banques arabes une cartographie détaillée des opportunités économiques et bancaires en Afrique, en mettant en lumière les secteurs porteurs, les cadres réglementaires et les stratégies de partenariat adaptées.

2. Un Forum Stratégique de Haut Niveau

En janvier 2026, le forum "African Financial Frontiers: Unveiling the Regulatory and Economic Roadmap for Arab Banks and Investors" réunira des décideurs bancaires, investisseurs et régulateurs d'Afrique et du monde arabe. Ce rendez-vous stratégique visera à établir des collaborations pérennes et à stimuler les investissements croisés entre les deux régions.

3. Intégration des Banques Africaines dans la Revue UAB

À l'occasion du **EuropaAfrica Investment Forum** en septembre 2025, la **Revue UAB consacrera une édition spéciale aux banques africaines**, avec le soutien de Credassur Nord Sud. Cette édition mettra en avant les institutions financières africaines, valorisera leurs initiatives et encouragera le renforcement des relations interbancaires arabo-africaines.

4. Formation et Renforcement des Capacités Bancaires

L'UBA s'engage à intégrer les programmes de formation de Credassur Nord Sud en gestion des risques et en assurance dans son offre destinée aux banques arabes. Cette collaboration vise à **accroître la résilience des institutions financières arabes face aux défis économiques et réglementaires contemporains**.

5. Soutien à l'Inclusion Financière des Femmes Entrepreneures

Credassur Nord Sud devient un

partenaire clé du concours InspireHer, une initiative de l'UAB dédiée à la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA et au sein de la diaspora arabe en Europe. En intégrant ce projet dans son **Diaspora Business Impact Program**, Credassur offrira **formation, accompagnement et opportunités de financement** aux femmes entrepreneures arabes en Afrique et en Europe.

Un Partenariat Structurant pour l'Avenir

L'accord entre **l'Union des Banques Arabes et Credassur Nord Sud** illustre une approche visionnaire et pragmatique en matière de coopération interrégionale. En mettant en commun leurs expertises et en capitalisant sur leurs réseaux respectifs, ces deux institutions posent les bases d'un écosystème bancaire dynamique, ouvert aux innovations et aux synergies stratégiques.

Ce partenariat ambitieux reflète une volonté partagée de favoriser les investissements durables, d'accélérer l'inclusion financière et d'accompagner les transitions économiques des deux régions. Il ouvre ainsi **une nouvelle ère de collaboration et d'opportunités, où innovation et engagement seront les piliers d'une prospérité commune entre l'Afrique et le monde arabe**.



Renforcement des liens financiers entre l'Afrique et le monde arabe un partenariat stratégique entre l'Union des Banques Arabes (UAB) et la Banking Association South Africa (BASA)



L'Union des Banques Arabes (UAB) et la Banking Association of South Africa (BASA) ont récemment conclu un Mémoire d'Entente (MoU) visant à établir une coopération institutionnelle renforcée entre leurs membres respectifs. Cet accord marque une étape décisive dans le développement des relations financières entre les pays arabes et l'Afrique du Sud, offrant un cadre de collaboration autour des enjeux de la finance durable, de l'inclusion financière et du développement économique régional.

Un engagement commun pour la finance durable et l'inclusion financière

La signature de ce MoU reflète la volonté des deux organisations de promouvoir les principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sein du secteur bancaire. L'UAB et la BASA s'engagent ainsi à partager les meilleures pratiques et à soutenir leurs membres dans l'adoption de critères ESG au sein de leurs opérations. L'objectif est de développer des initiatives conjointes visant à renforcer la finance durable et à assurer une transition vers une économie plus résiliente et inclusive.

L'accord met également l'accent sur l'inclusion

financière, un enjeu clé pour le développement économique des pays en développement. En collaborant sur des programmes de formation et des projets visant à améliorer l'accès aux services bancaires pour les populations sous-bancarisées, l'UAB et la BASA ambitionnent de réduire les inégalités économiques et de favoriser une croissance inclusive.

Faciliter les échanges commerciaux et financiers entre l'Afrique et le monde arabe

L'un des axes majeurs de cet accord est de faciliter les échanges commerciaux et les investissements entre les pays membres de la BASA et de l'UAB.



Conscientes du rôle stratégique du secteur bancaire dans le développement du commerce international, les deux parties travailleront à lever les barrières qui entravent les flux financiers entre l'Afrique et le monde arabe.

Une des mesures phares du MoU prévoit un accompagnement spécifique pour les banques arabes souhaitant s'implanter en Afrique du Sud. Grâce à cette coopération, la BASA s'engage à fournir une assistance et un soutien aux banques arabes désirant établir une présence locale, facilitant ainsi l'ouverture de nouvelles succursales et la mise en place de partenariats avec les institutions financières sud-africaines.

Une coopération opérationnelle pour des initiatives concrètes

Au-delà de la déclaration d'intention, l'accord entre l'UAB et la BASA prévoit un plan d'action concret, articulé autour de plusieurs axes de coopération:

- L'organisation de séminaires et d'ateliers conjoints pour sensibiliser et former les banques aux enjeux du développement durable et de l'inclusion financière.
- La mise en place de groupes de travail chargés d'élaborer des stratégies communes en matière de financement des infrastructures et du commerce international.
- L'échange de bonnes pratiques et d'expertises entre les membres des deux associations.

Une vision à long terme

Cet accord, conclu pour une durée initiale de deux ans, est conçu pour être renouvelé automatiquement afin de garantir une collaboration pérenne. Les deux parties se réuniront chaque année afin d'évaluer les progrès réalisés et d'adapter leur plan d'action aux évolutions du secteur bancaire.

Avec ce partenariat stratégique, l'Union des Banques Arabes et la Banking Association of South Africa ouvrent la voie à une coopération renforcée entre les institutions financières des deux régions. En mettant l'accent sur la finance durable, l'inclusion financière et le développement du commerce, cet accord représente une opportunité unique pour consolider les liens économiques entre l'Afrique et le monde arabe, et renforcer le rôle du secteur bancaire en tant que moteur du développement régional.



L'Union des Banques Arabes organise la Première Conférence Arabe sur la Lutte contre la Fraude sous le Haut Patronage du Gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte

Hassan Abdallah, à Charm el-Cheikh

Première Conférence Arabe sur la Lutte contre la Fraude:
Un engagement renforcé pour la sécurité financière



La Première Conférence Arabe sur la Lutte contre la Fraude, organisée par l'Union des Banques Arabes sous le haut patronage de Hassan Abdallah, Gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte, s'est tenue à Charm el-Cheikh, soulignant l'importance cruciale de la lutte contre la fraude et la nécessité d'adopter des stratégies modernes pour renforcer la sécurité financière, aussi bien dans le secteur bancaire égyptien que dans l'ensemble du paysage bancaire arabe.

Organisée en partenariat avec la Banque Centrale d'Égypte, l'Union des Banques d'Égypte, l'Unité de Lutte contre le Blanchiment d'Argent et le Financement du Terrorisme, ainsi que l'Académie Nationale de Lutte contre la Corruption, cette conférence de trois jours s'est tenue en parallèle d'une exposition spécialisée. Elle a rassemblé près de 300 personnalités du secteur bancaire, économique et institutionnel, représentant 15 pays arabes et africains, affirmant ainsi l'importance de la coopération régionale et internationale face aux défis liés à la fraude financière.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par la participation de Mohamed El Etrebi, Président du Conseil d'Administration de l'Union des Banques Arabes et de l'Union des Banques d'Égypte, du Dr. Wissam Fattouh, Secrétaire Général de l'Union, ainsi que de Ashraf Bahy Eldin, Sous-Gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte en charge de la supervision sur le terrain, représentant Hassan Abdallah, Gouverneur de la Banque Centrale. Étaient également présents Mabrouk El Ghamrini, Président de la ville de Charm el-Cheikh, représentant le Gouverneur du Sud-Sinaï, le Général Khaled Mubarak, ainsi que des experts

de renom tels que le Dr. Hatem Ali, Directeur du Bureau des Nations Unies contre la Drogue et le Crime pour les pays du Conseil de Coopération du Golfe, le Dr. Hatem Al-Qattan, Conseiller en audit financier en Arabie Saoudite, et Marianne Zaki, Directrice des institutions de lutte contre la fraude.

Ce rendez-vous d'envergure a permis d'explorer des solutions innovantes pour contrer la fraude financière, tout en favorisant le partage d'expertise et le renforcement des cadres réglementaires au sein du secteur bancaire arabe.



MOHAMED EL ETREBI

UN APPEL À L'ACTION CONTRE LA FRAUDE FINANCIÈRE ET LA CRIMINALITÉ NUMÉRIQUE

La conférence a débuté par une minute de silence en hommage aux victimes de la province du Sud-Sinaï, décédées dans la ville de Sainte-Catherine, suivie de l'exécution de l'hymne national égyptien. Mohamed El Etrebi, Président du Conseil d'Administration de l'Union des Banques Arabes et Président de l'Union des Banques d'Égypte, a ensuite pris la parole en déclarant :
« Cette conférence représente une plateforme annuelle de premier plan pour l'échange d'expertises et l'exploration des défis auxquels sont confrontées

les banques arabes en matière de lutte contre la fraude financière. »

Il a souligné que *« la transformation numérique rapide et l'essor des technologies financières ont certes offert des opportunités considérables, mais ont également entraîné des risques majeurs, notamment la fraude électronique, la falsification et le blanchiment d'argent, causant des pertes estimées à plusieurs milliards de dollars chaque année. »*

Il a mis en garde contre l'exploitation croissante de l'intelligence artificielle à des fins frauduleuses, notamment dans la falsification et la manipulation des signatures, insistant sur *« la nécessité d'unir les efforts et de renforcer les mécanismes de protection et de prévention contre ces crimes financiers sophistiqués. »*

El Etrebi a poursuivi en déclarant :

« La fraude financière est devenue l'un des défis les plus pressants pour l'économie mondiale. Si la digitalisation accélérée a ouvert la voie à des innovations majeures, elle a également contribué à la complexification des schémas de fraude, rendant leur détection plus ardue. »

Il a insisté sur l'impératif d'une approche collective impliquant les gouvernements, les institutions bancaires et les autorités de régulation, mettant en avant «la nécessité de renforcer les cadres réglementaires et d'adopter des technologies avancées, telles que l'intelligence artificielle et la blockchain, pour analyser les données et détecter les schémas frauduleux dès leur apparition.»

Enfin, il a souligné «l'importance cruciale de la sensibilisation et de l'éducation financière»,

mettant en exergue « le rôle déterminant des technologies de pointe dans la réduction de la fraude financière et la consolidation de la confiance du public dans les systèmes bancaires.» Ce rendez-vous d'envergure a permis d'explorer des solutions innovantes pour contrer la fraude financière, tout en favorisant le partage d'expertise et le renforcement des cadres réglementaires au sein du secteur bancaire arabe.



DR. WISSAM FATTOUH

UNE VISION STRATÉGIQUE POUR RENFORCER LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE FINANCIÈRE

Dr. Wissam Fattouh, Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes, a souligné que « la lutte contre la fraude financière requiert une approche stratégique et intégrée, fondée sur une coopération régionale et internationale renforcée, des partenariats solides entre les institutions bancaires et les autorités de régulation, ainsi que l'adoption de technologies avancées pour détecter et prévenir les crimes financiers.»

Il a mis en avant le rôle clé de l'Union des Banques Arabes dans le renforcement de la stabilité financière à travers un large éventail d'initiatives et de programmes de formation. «L'Union organise plus de 40 sessions de formation par an sur des

thématiques cruciales, notamment la lutte contre le blanchiment d'argent, la gestion des risques et l'audit interne, permettant ainsi de former plus de 3 600 banquiers arabes au cours de l'année passée.»

Dr. Fattouh a également mis en lumière les efforts déployés par l'Union pour renforcer la coopération internationale, citant des initiatives majeures telles que le dialogue bancaire arabo-américain, les collaborations avec l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), ainsi que le soutien aux efforts de développement durable dans la région arabe.

Il a insisté sur l'engagement de l'Union des Banques Arabes à bâtir une infrastructure financière plus durable et résiliente, alignée sur les mutations du secteur bancaire mondial. Il a affirmé que « le renforcement de la gouvernance bancaire et l'élaboration de cadres réglementaires robustes sont des priorités essentielles pour protéger le système financier arabe contre les cybermenaces et autres risques émergents.»

Enfin, il a lancé un appel à «intensifier les efforts pour établir des partenariats stratégiques avec les institutions financières internationales, dans le but de sécuriser les transactions bancaires et de lutter efficacement contre la criminalité financière dans la région.»

DR. HATEM ALI

LE SECTEUR FINANCIER, UN ALLIÉ STRATÉGIQUE DANS LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Dr. Hatem Ali, Directeur du Bureau des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) pour les pays du Conseil de Coopération du Golfe, a mis en avant « l'engagement constant de l'ONUDC à soutenir les États membres dans leur lutte contre toutes les formes de corruption et de fraude. »

Il a souligné le succès du partenariat de longue date entre l'ONUDC et l'Union des Banques Arabes, affirmant que « cette collaboration a permis de reconnaître le secteur financier et bancaire comme un acteur clé dans la lutte contre la criminalité financière. »

Il a également insisté sur le rôle central des flux financiers dans les activités criminelles, précisant que « l'objectif ultime des organisations criminelles est d'accumuler des profits illicites,



d'assurer leur sécurisation et de les transférer à travers les frontières pour les blanchir et les intégrer dans l'économie légale. »

Cette réalité, selon lui, renforce la nécessité d'un partenariat renforcé avec les institutions financières afin d'entraver les circuits de financement illicites, d'améliorer la transparence et de protéger l'intégrité du système bancaire international.

MABROUK EL GHAMRINI

CHARM EL-CHEIKH, UN CENTRE D'ATTRACTION POUR LES CONFÉRENCES INTERNATIONALES

Mabrouk El Ghamrini, Président de la ville de Charm el-Cheikh, représentant le Général Khaled Mubarak, Gouverneur du Sud-Sinaï, a souligné l'importance stratégique de la région, qui bénéficie d'une attention particulière de la part des organisations internationales. Il a rappelé que Charm el-Cheikh a accueilli de nombreux événements d'envergure mondiale, renforçant ainsi son statut de destination privilégiée pour les conférences internationales, dont celle-ci, qui réunit un large éventail de personnalités officielles, bancaires et économiques d'Égypte et des pays arabes.

Dans son intervention, El Ghamrini a déclaré : « Nous faisons face à des défis majeurs qui exigent une mobilisation collective pour préserver notre sécurité nationale arabe à tous les niveaux. » Il a souligné le rôle fondamental de l'Union



des Banques Arabes, en partenariat avec la Banque Centrale d'Égypte, dans l'orientation des discussions et des axes stratégiques de cette conférence, contribuant ainsi à une réflexion approfondie sur les thématiques abordées lors des sessions.

Il a exprimé l'espoir que ce rassemblement aboutisse à « des recommandations efficaces et applicables, permettant d'adopter les meilleures stratégies pour lutter contre la fraude et la corruption, et de renforcer ainsi la stabilité de nos pays et du monde entier. »



ASHRAF BAHY ELDIN
RENFORCER LA SÉCURITÉ
FINANCIÈRE ET LA RÉSILIENCE DU
SECTEUR BANCAIRE FACE AUX DÉFIS
DE LA FRAUDE

Ashraf Bahy Eldin, Sous-Gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte en charge de la supervision sur le terrain, représentant Hassan Abdallah, Gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte, a mis en exergue «la nécessité d'une coopération renforcée entre les autorités gouvernementales, les institutions financières et les organisations internationales afin de garantir un environnement sécurisé pour les transactions financières.»

Il a souligné que «les banques arabes sont confrontées à une multitude de défis, dont l'un des plus pressants est l'essor technologique. Si cette transformation ouvre la voie à de nouvelles opportunités, elle expose également le secteur financier à des risques accrus, notamment en matière de fraude.» Il a insisté sur l'importance d'initiatives visant à renforcer les capacités des banques pour lutter efficacement contre les différentes formes de fraude et prévenir les menaces émergentes.

Bahy Eldin a poursuivi en affirmant que «les pays arabes ne sont pas à l'abri de ces défis, qui ont des répercussions directes sur leurs économies. Cette réalité impose une adaptation continue aux nouvelles tendances et aux techniques frauduleuses de plus en plus sophistiquées.»

Il a également mis l'accent sur «la nécessité

d'accroître la sensibilisation et la formation aux risques de fraude, soulignant le rôle déterminant des banques centrales dans l'élaboration et la mise en œuvre de cadres réglementaires robustes. Ces régulations visent à protéger non seulement les institutions financières, mais également leurs employés et leurs clients contre les pratiques frauduleuses.»

Il a plaidé pour «la mise en place d'un écosystème financier plus sécurisé et innovant, favorisant le renforcement des capacités des pays arabes à faire face aux défis émergents. L'objectif étant d'assurer une croissance économique durable et stable, tout en minimisant l'impact des risques liés à la fraude financière.»

Dans ses conclusions, Bahy Eldin a insisté sur «l'importance du rôle des banques centrales dans la lutte contre toutes les formes de fraude financière. Cette mission implique une coopération accrue entre les banques, les institutions financières et les organismes internationaux, dans le but de renforcer la transparence et la sécurité des transactions financières.»

Enfin, il a rappelé que «l'Égypte demeure un acteur clé au sein des initiatives régionales et internationales visant à lutter contre la criminalité financière. Les mutations récentes du secteur bancaire ont profondément impacté les dynamiques économiques, rendant impératif l'adoption de mesures rigoureuses pour atténuer les risques de fraude. L'État égyptien réaffirme ainsi son engagement total à soutenir les institutions et organismes œuvrant pour une finance plus sécurisée et résiliente.»

Les Sessions de la Première Conférence Arabe sur la Lutte Contre la Fraude à Charm el-Cheikh
Stratégies de Lutte Contre la Fraude, Sécurisation des Monnaies et Renforcement de la Supervision Bancaire

Les sessions de la Première Conférence Arabe sur la Lutte Contre la Fraude, organisée à Charm el-Cheikh par l'Union des Banques Arabes, sous le haut patronage du Gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte, Hassan Abdallah, ont permis d'explorer en profondeur les enjeux de la lutte contre la fraude dans le secteur bancaire et les meilleures pratiques pour renforcer la résilience du système financier.

Les discussions ont couvert plusieurs thématiques clés :

- Les stratégies globales de lutte contre la fraude dans le secteur bancaire égyptien, en mettant l'accent sur les défis actuels et les solutions innovantes.
- La sécurisation des monnaies fiduciaires, leurs caractéristiques de protection et les méthodes avancées d'authentification.
- Les services de tokenisation et les meilleures pratiques internationales pour réduire les risques de fraude et renforcer la sécurité des transactions.
- Le rôle central des départements de supervision bancaire dans la prévention des fraudes, ainsi que l'importance de l'intégration des dispositifs de contrôle pour instaurer un environnement financier plus sûr.
- L'adaptation des modèles économiques face à l'évolution de la criminalité financière, en explorant les approches efficaces pour atténuer ces menaces dans un contexte en constante mutation.
- Les initiatives du Bureau des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) visant à accompagner les États membres dans la lutte contre la corruption et la fraude sous toutes ses formes.
- Les tendances mondiales et régionales en

matière de lutte contre la fraude, avec un accent particulier sur les nouvelles menaces et les réponses institutionnelles mises en place.

- L'expérience et les initiatives de la Banque Centrale d'Arabie Saoudite (SAMA) dans la lutte contre la fraude bancaire, en partageant les leçons apprises et les mesures de protection adoptées.
- Les schémas émergents de fraude et les stratégies pour les anticiper, les détecter et les prévenir, à travers l'usage de technologies avancées.
- Les techniques d'identification et de vérification des signatures, un levier essentiel pour garantir la fiabilité des transactions financières.
- Le développement des compétences et la formation des professionnels du secteur bancaire, afin de mieux les préparer aux défis émergents et aux nouvelles menaces liées à la fraude.

Cette conférence a constitué une plateforme d'échange essentielle pour favoriser la coopération régionale et internationale dans la lutte contre la fraude financière, tout en mettant en avant des solutions concrètes et des approches innovantes pour renforcer la sécurité et la stabilité du secteur bancaire arabe.



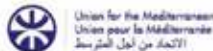




InspireHer : Une Nouvelle Ère pour L'Entrepreneuriat Féminin dans la Région MENA

Un Engagement en Faveur des Femmes Entrepreneures

Le concours InspireHer franchit une nouvelle étape décisive avec son lancement imminent et des partenariats prestigieux qui renforcent son impact régional. Porté par Revue UAB en partenariat avec l'Union pour la Méditerranée (UfM) et d'autres acteurs clés, cet événement vise à promouvoir l'inclusion financière et l'autonomisation des femmes entrepreneures.



Un Engagement Régional Renforcé

Officiellement lancé le 18 mars 2025, le concours InspireHer a réussi à rassembler les principales associations féminines de neuf pays, assurant ainsi une large mobilisation des femmes entrepreneures à travers la région. Grâce à cette approche collaborative, le concours crée un écosystème propice à l'essor et à l'internationalisation des initiatives entrepreneuriales féminines, renforçant ainsi leur impact et leur visibilité sur la scène régionale et au-delà.

Des Partenariats de Renom

Le concours InspireHer s'appuie sur le soutien d'institutions internationales de premier plan, consolidant ainsi sa portée régionale et son impact. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) intervient en tant que Partenaire Supportif, avec une implication directe au sein du jury et un accompagnement structuré dédié aux lauréates, visant à renforcer leurs capacités de développement et de pérennisation de leurs projets.

La Bank of Africa s'engage quant à elle en tant que Partenaire Catalyseur, jouant un rôle essentiel dans la promotion de solutions financières innovantes et inclusives, destinées à soutenir l'entrepreneuriat féminin.

Enfin, fidèle à sa mission de promotion de l'inclusion financière et du développement durable, le SANAD Fund s'associe à l'initiative en soutenant un prix spécial. Ce prix vise à récompenser des entreprises dirigées par des femmes et actives dans des secteurs stratégiques tels que la fintech, l'agritech ou le développement durable, contribuant ainsi à valoriser les projets les plus innovants dans ces domaines clés.

Un Accompagnement Complet pour les Lauréates

Un Accompagnement Complet pour les Lauréates Les finalistes et lauréates bénéficieront d'un accompagnement sur mesure offert par l'ONUDI, comprenant :

- Un programme virtuel spécialisé en entrepreneuriat (2 à 3 jours)
- Six mois de conseil et de mentorat gratuits
- Une cérémonie de remise de prix de haut niveau

Une Remise de Prix lors du Women Business Forum 2025

L'événement culminera avec la remise des prix InspireHer lors de l'édition 2025 du Women Business Forum (WBF) de l'UfM, prévue à Palermo, en Italie, les 16 et 17 juillet 2025. Cette cérémonie constituera une opportunité



exceptionnelle de mise en réseau avec des investisseurs, des décideurs et des acteurs engagés dans le renforcement de l'entrepreneuriat féminin.

Une Plateforme d'Opportunités et de Visibilité pour les Sponsors

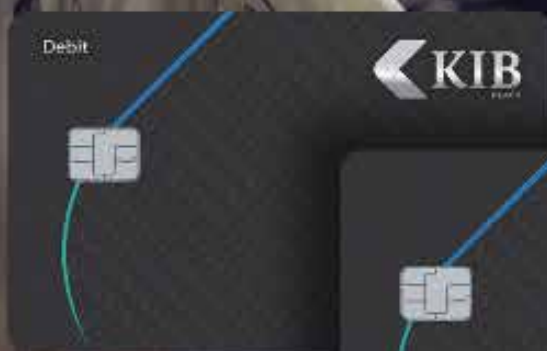
Le concours InspireHer offre également une visibilité unique aux sponsors, grâce à son rayonnement international et à son alignement avec les grandes stratégies de développement durable. La participation au Women Business Forum constitue une vitrine stratégique pour mettre en valeur leur engagement en faveur de l'entrepreneuriat féminin.

Avec des alliances stratégiques, une approche axée sur l'action et un soutien adapté aux entrepreneures, le concours InspireHer s'impose comme une initiative phare pour l'autonomisation économique des femmes dans la région MENA. L'édition 2025 promet d'être une plateforme incontournable pour catalyser le changement et ouvrir de nouvelles perspectives aux femmes entrepreneures.





BLACK
Unlock a World
of Privileges
and Convenience



نقدّم لكم هويتنا المؤسسيّة المحدثّة

البنك العربي
ARAB BANK



الوصول بـدايعة

arabbank.com

